



Education International
Internationale de l'Éducation
Internacional de la Educación

www.ei-ie.org

Mondes de

n°40 / avril 2012

l'Éducation



L'Éducation et la crise

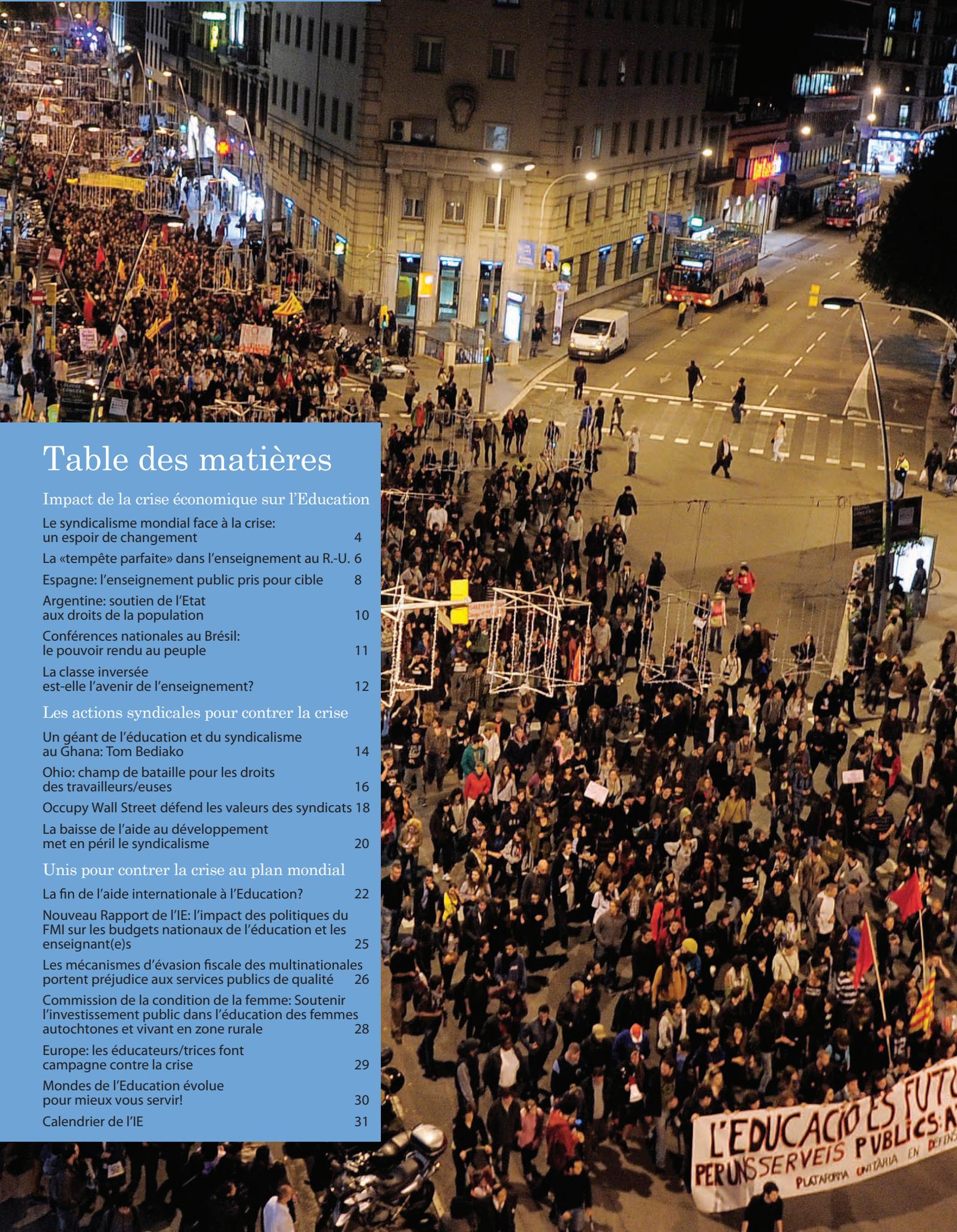


Table des matières

Impact de la crise économique sur l'Éducation

Le syndicalisme mondial face à la crise: un espoir de changement	4
La «tempête parfaite» dans l'enseignement au R.-U.	6
Espagne: l'enseignement public pris pour cible	8
Argentine: soutien de l'État aux droits de la population	10
Conférences nationales au Brésil: le pouvoir rendu au peuple	11
La classe inversée est-elle l'avenir de l'enseignement?	12
Les actions syndicales pour contrer la crise	
Un géant de l'éducation et du syndicalisme au Ghana: Tom Bediako	14
Ohio: champ de bataille pour les droits des travailleurs/euses	16
Occupy Wall Street défend les valeurs des syndicats	18
La baisse de l'aide au développement met en péril le syndicalisme	20
Unis pour contrer la crise au plan mondial	
La fin de l'aide internationale à l'Éducation?	22
Nouveau Rapport de l'IE: l'impact des politiques du FMI sur les budgets nationaux de l'éducation et les enseignant(e)s	25
Les mécanismes d'évasion fiscale des multinationales portent préjudice aux services publics de qualité	26
Commission de la condition de la femme: Soutenir l'investissement public dans l'éducation des femmes autochtones et vivant en zone rurale	28
Europe: les éducateurs/trices font campagne contre la crise	29
Mondes de l'Éducation évolue pour mieux vous servir!	30
Calendrier de l'IE	31

Editorial

Faire face aux idéologies néfastes de la crise

INFO

Plus d'information sur:
educationin crisis.net

Les syndicats de l'éducation mettent en exergue que la crise économique crée et renforce un discours général en faveur d'une déréglementation complète des services publics dans le but de réduire les dépenses. Les restrictions budgétaires réalisées à grande échelle dans l'éducation publique nuisent tant à l'égalité d'accès à l'enseignement qu'à sa qualité.

Il convient cependant de souligner que ces actions à long terme sont essentiellement motivées par des raisons idéologiques. Les principes du marché libre sont désormais largement appliqués à tous les aspects des politiques éducatives, depuis la gestion des écoles jusqu'au remaniement des programmes scolaires.

A l'heure où la société nécessite un changement radical et un véritable renouvellement par le biais de l'éducation, lesdites « réformes » se contentent de considérer les enseignant(e)s comme de simples relais de la connaissance, chargé(e)s de produire des travailleurs/euses « sur commande » pour satisfaire le marché de l'emploi. De même, les familles sont devenues les consommateurs du secteur de l'éducation, appartenant très clairement à des segments de marché répartis selon leur situation socio-économique.

Certains pays comme le Royaume-Uni et l'Espagne assistent actuellement à une détérioration rapide de l'idéal premier du système scolaire: faire régner l'égalité sociale. Quelles sont les alternatives? Les exemples du Brésil et de l'Argentine montrent que des moyens plus appropriés pour développer l'éducation non seulement existent, mais peuvent également être mis en pratique.

Dans ce contexte, marqué par un sentiment négatif à l'égard des syndicats, les responsables politiques se sont davantage intéressé(e)s aux marchés qu'à l'emploi. Dans bon nombre de pays, les syndicats de l'éducation ont mené des actions fermes et coordonnées pour lutter contre de telles politiques au niveau national.

Ils ont réussi à gagner le soutien du public et leurs actions ont été couronnées de succès. Ce fut le cas dans l'Ohio, aux États-Unis, où une loi portant atteinte aux droits à la négociation collective a été rejetée grâce à une campagne active. Parallèlement, des syndicalistes se sont rallié(e)s à des mouvements sociaux mondiaux, tels que les *indignés* en Espagne et *Occupy Wall Street* aux États-Unis.

Au niveau international, l'IE a prôné des moyens alternatifs pour assurer la reprise économique, notamment par le biais de recherches visant à contre-carrer les politiques économiques nuisibles des gouvernements.

Elle a également joint ses forces à celles des syndicats actifs dans d'autres secteurs, par le biais du Conseil des syndicats mondiaux. Cette collaboration permet de fournir des ressources et un soutien continu pour faire pression sur les gouvernements du G8 et du G20, afin de mettre en œuvre un plan de relance majeur prévoyant un investissement dans les infrastructures et les emplois verts, tout en accordant la priorité à l'éducation.

Le « Plan B » alternatif du Groupement *Global Unions* pour l'emploi et la reprise permettrait non seulement d'enrayer la crise mais également de façonner un monde d'après-crise équitable et durable sur le plan économique, social et environnemental.

Fred van Leeuwen, Secrétaire général de l'IE



Impact de la crise économique sur l'éducation

Le syndicalisme mondial face à la crise: un espoir de changement

Par Jim Baker, Conseil des *Global Unions*

Si l'on remonte au 19^e siècle, une des priorités premières du mouvement syndical, dans de nombreux pays, était l'éducation publique gratuite. Cette revendication était posée afin de donner leur chance aux enfants des ouvriers. Cela faisait partie de la lutte pour l'égalité, une lutte qui n'est pas encore gagnée.

Une éducation de qualité reste une priorité syndicale centrale pour l'égalité entre femmes et hommes, pour offrir des opportunités à des groupes en marge de la société, pour la démocratie, et pour bâtir une société saine et durable.

Une action nationale n'est plus suffisante pour défendre le droit à l'éducation et pour accroître les contributions de l'éducation à la société. Ce combat est devenu mondial et, par conséquent, une priorité du Groupement *Global Unions*, en collaboration avec le mouvement syndical enseignant, conduit par l'IE, qui joue un rôle prépondérant. Rien ne pourrait rendre la dimension et le contexte mondiaux de l'éducation plus apparent que l'impact de la Grande Récession.

Une poignée d'acteurs des marchés financiers ont renversé l'économie mondiale. Depuis la fin des années 70, des bulles financières basées sur un endettement excessif ont régulièrement gonflé et éclaté, la toute dernière ayant un impact très dévastateur. Les gouvernements et les institutions mondiales ont été irresponsables depuis des décennies en dérégulant les marchés financiers, motivés ni par la raison, ni par l'expérience, mais par la confiance aveugle dans les vertus des forces effrénées du marché,

combinées à un puissant lobbying des banques et autres institutions financières.

Lorsque le choc de la première crise a frappé, le Groupement *Global Unions* a salué la volonté apparente des dirigeants mondiaux et des institutions, telles que le Fonds monétaire international (FMI) et l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), d'examiner les bases de l'économie mondiale et d'agir de façon à assurer que l'histoire ne se répète pas. Il semblait que l'idée que les marchés financiers devraient servir l'économie réelle et non l'inverse avait été redécouverte. Heureusement, l'impact de la crise n'a pas été le même dans tous les pays. Certaines économies émergentes qui ont suivi des trajectoires politiques différentes, telles que le Brésil et l'Argentine, s'en sont relativement mieux tirées que les pays européens et d'autres pays de l'OCDE. Mais, la crise est une préoccupation pour tous et son impact est loin d'être terminé.

S'il est peut-être vrai qu'un sauvetage des banques au bon moment ait évité une Dépression mondiale, il a eu un coût énorme. Et cette action n'a pas été combinée avec des mesures adéquates pour réguler les marchés financiers de façon à éviter

une deuxième crise. De plus, trop peu de choses ont été faites pour lutter contre le chômage croissant.

La crise et la polarisation

Nous sommes désormais entrés dans une deuxième phase de la crise où les acteurs des marchés financiers, notamment les banques et les agences de notation telles que Standard and Poors et Moodys, sont de nouveau aux commandes. Ils imposent des limites strictes aux gouvernements, quelque chose qu'ils ont complètement échoué à s'appliquer à eux-mêmes. Cela revient à « punir » les gouvernements pour avoir dépensé de l'argent, notamment pour les énormes dépenses consacrées à sauver les banques. Leur conduite a aussi pour effet de forcer d'autres sauvetages.

La deuxième phase de la crise a débuté lorsque les gouvernements ont soudain décidé que les dépenses et les services publics, si récemment considérés comme faisant partie de la solution à la crise, doivent être brusquement réduits. Des dépenses essentielles visant à maintenir ou à améliorer les services publics, à créer des emplois, et à aider à maintenir des protections sociales à rude épreuve, ont été coupées. Un climat de panique avait « pris le dessus » sur une autorité politique responsable.

Sur le plan des revenus, le chômage croissant a réduit considérablement les rentrées fiscales, et les augmentations d'impôts ont été rares, même pour les citoyens et les sociétés les plus privilégiés. Les contributions ont été en déclin au cours des dernières décennies. Les études du FMI, de l'Organisation internationale du Travail (OIT) et de



© Guillaume Paumier, 2011

l'OCDE ont toutes montré qu'une inégalité croissante n'est pas seulement un problème social, mais aussi un problème économique. Elles montrent également que les services publics contribuent à l'égalité et soulignent le rôle de l'éducation comme facteur en faveur de l'égalité (cf. l'étude la plus récente de l'OCDE, « Toujours plus d'inégalité: Pourquoi les écarts de revenus se creusent », à consulter sur www.oecd.org/els/social/inequality).

L'union fait la force

L'IE, en collaboration avec d'autres syndicats mondiaux, a soutenu un certain nombre de mesures pour lutter contre la crise. Elle a œuvré avec d'autres pour influencer le G20, le FMI et la Banque mondiale, l'OIT et l'OCDE, et d'autres encore. Parmi les propositions du Groupe-ment *Global Unions* figurent:

- *La régulation mondiale des marchés financiers afin de réduire leur rôle dominant dans l'économie mondiale et de leur redonner le rôle de soutien vis-à-vis de l'économie réelle et de l'investissement productif;*
- *Un vaste éventail d'actions urgentes en faveur des emplois et de la relance, mettant notamment l'accent sur le chômage des jeunes, afin de créer des conditions d'emploi correctes et sûres;*
- *Des mesures pour l'emploi fondées notamment sur une amélioration de l'éducation et de la formation, qui assureront la création à long terme de bons emplois durables. Ceci est un élément central de la lutte contre l'inégalité et la pauvreté;*
- *Répondre aux défis du changement climatique de façon à avoir*

un impact réel et démontrable sur les émissions de carbone, créer des emplois verts et renforcer la durabilité sociale;

- *Lever des impôts justes qui produiraient des revenus plus importants émanant des groupes à revenu élevé et des sociétés, et qui lutteraient contre la fraude et l'évasion fiscales, combleraient certains vides juridiques et combattraient les paradis fiscaux;*
- *La taxe sur les transactions financières, une mesure qui ne produirait pas seulement des revenus, mais limiterait les transactions financières rapides, rendant les marchés financiers plus stables et moins dangereux;*
- *Faire respecter pleinement les droits syndicaux et promouvoir de solides systèmes de négociation collective et de dialogue social, pour aider à construire l'équité et la démocratie; rendre la protection sociale plus complète, notamment par le biais de la création d'un socle de protection sociale soutenu par un financement adéquat;*
- *S'opposer aux mesures d'austérité et maintenir la capacité du gouvernement, de façon à ce qu'il puisse gouverner efficacement, offrir de bons services efficaces, être pertinent et crédible, y compris en ce qui concerne les mesures visant à influencer la direction de l'économie; et*
- *Soutenir des services publics de qualité, comme moyen important pour surmonter la crise, mais également comme moyen de soutenir la société, instaurer la démocratie et améliorer la qualité de vie.*

Des services publics de qualité sont une priorité majeure du Groupe-

ment *Global Unions*. Ils ne résistent pas uniquement aux programmes d'austérité des gouvernements, mais se présentent également sous la forme de campagnes visant à obtenir le soutien du public à des services gouvernementaux qui améliorent et apportent une valeur ajoutée à la société, d'une façon que les entreprises privées ne peuvent le faire. Les valeurs des services publics sont le fondement de sociétés décentes, des sociétés qui reposent sur des valeurs et non uniquement sur des prix.

Une éducation gratuite de qualité et un syndicalisme libre sont actuellement, ainsi qu'historiquement, liés. Nous menons le combat de notre vie. Aux niveaux national et mondial, les syndicats sont confrontés à des forces puissantes déterminées à défendre leur contrôle et leurs privilèges. Néanmoins la solidarité fonctionne et son pouvoir ne devrait jamais être sous-estimé.

Notre travail aux niveaux national, régional et mondial est lié. Les progrès réalisés au niveau national dépendent de plus en plus des décisions et/ou des contraintes au niveau régional ou mondial. De même, le changement aux niveaux régional et mondial n'aura pas lieu sans une action nationale. Dans ce contexte, les syndicats d'enseignants jouent un rôle central. Ensemble, si nous renforçons notre coalition syndicale et coopérons efficacement avec d'autres pour mobiliser les citoyens et pour exercer des pressions, nous pouvons changer l'équilibre des pouvoirs et renforcer les valeurs humaines afin de changer la société dans laquelle nous vivons et travaillons.

Impact de la crise économique sur l'éducation

La tempête parfaite :

les mesures d'austérité et les réformes portent atteinte à l'égalité d'accès à l'enseignement au Royaume-Uni

Par David Rose, Conseiller international en Éducation

Le secteur de l'enseignement public au Royaume-Uni est confronté à une « tempête parfaite »: le large éventail de réductions budgétaires qui s'étend jusqu'à l'enseignement post-secondaire, les augmentations des frais d'inscription dans l'enseignement supérieur et les réformes plutôt mal inspirées, portent un triple coup à l'éducation. Ces mesures menacent l'égalité en termes d'offre d'éducation et annoncent un retour à un système éducatif révolu, où l'accès à un enseignement de qualité était l'apanage d'une poignée de privilégié(e)s et non pas un droit universel.



Une classe de pré-primaire reçoit une leçon dans le couloir d'une école de Coventry, à cause d'un manque de ressources financières pour réparer des salles de classe délabrées.

© Adam Harnett, *Caters News/Reporters*, 2011

À la fin de l'année 2011, le Secrétaire d'État britannique à l'Éducation, Michael Gove, déclarait: « Je confirme que je suis en mesure de protéger cette année les dépenses essentielles destinées aux écoles, aux centres pour enfants et à l'enseignement des 16-19 ans ».

Constat diamétralement opposé, le rapport *Trends in Education and Schools Spending* (Tendances en matière de dépenses consacrées à l'éducation et aux établissements scolaires), publié en octobre 2011 par l'Institut des études fiscales du Royaume-Uni, prévoit une baisse de

14,4% des dépenses prévues pour le secteur de l'éducation entre 2010/2011 et 2014/2015. Phénomène alarmant, il s'agit là de la plus grande diminution enregistrée depuis les années 1950, pour des données comparables (tableau 1).

Selon une étude parallèle menée par le *Universities and College Union* (UCU), les diminutions des dépenses consacrées à l'enseignement supérieur associées à la récente décision gouvernementale de tripler les frais d'inscription des universités, à hauteur de 9.000 £ maximum, affecteront considérablement

l'égalité d'accès à l'enseignement universitaire. L'étude prévoit également que, à l'horizon 2013/2014, les étudiant(e)s seront contraint(e)s d'apporter une contribution directe s'élevant à 47,2% du financement des universités, par le biais des droits d'inscription. Cette mesure fera peser sur les étudiants(e)s la plus lourde contrainte financière depuis les années 1890. De nouvelles statistiques publiées par le *Universities and Colleges Admissions Service* (UCAS) montrent une diminution de 7,6% du nombre de ressortissant(e)s britanniques se portant candidat(e)s pour obtenir une place à l'université en 2012. Nul ne s'en étonnera, ce sont les étudiant(e)s issu(e)s des familles ayant les revenus les moins élevés qui sont les plus touché(e)s.

L'impact négatif de ces coupes budgétaires sur l'égalité d'accès à un enseignement de qualité a été largement condamné. Christine Blower, Secrétaire générale du *National Union of Teachers* a expliqué que: « Si l'on souhaite offrir un enseignement de première qualité, il nous faut un financement approprié. Suspendre le financement par élève revient à trahir nos engagements vis-à-vis de l'avenir de nos enfants et de la jeune génération. »

Les coupes budgétaires ciblées réduisent davantage l'égalité des chances

Alors que le secteur de l'éducation commence à ressentir les répercussions négatives de ces coupes bud-

gétaires réalisées au niveau national, toute une série de projets spécifiques destinés à aider les personnes les plus nécessiteuses sont également menacés (tableau 2).

Il est clair que la réduction ou la suppression de ces programmes, sacrifiés sur l'autel de l'austérité, touche avant tout les élèves les plus défavorisé(e)s, comme l'illustre le cas des bourses de maintien aux études (EMA). En 2011, 76% des élèves âgés de 16 ans ayant achevé leur cycle secondaire inférieur et désirant poursuivre leurs études ont bénéficié d'une bourse EMA.

De manière significative, les mesures de protection du financement de nombreux projets ont été supprimées. Désormais, au lieu d'être directement alloués aux écoles par le gouvernement central, ces fonds sont intégrés aux budgets globaux des établissements scolaires par l'intermédiaire des autorités locales. En conséquence, ces programmes d'une importance cruciale risquent d'être sérieusement réduits, voire supprimés, dans la mesure où les dirigeant(e)s des établissements scolaires doivent s'atteler à d'autres problèmes engendrés par les coupes budgétaires réalisées à plus grande échelle.

La politique des « académies » réduit l'égalité d'accès à l'enseignement

Par ailleurs, le développement rapide des académies existantes - déjà plus de 1.500 au Royaume-Uni, soit environ 6% des établissements scolaires - constitue la pierre angulaire de la politique actuelle du gouvernement en matière de réforme éducative.

Cette politique privilégiant les académies représente une triple menace pour l'égalité d'accès à l'enseignement de qualité.

Primo, en raison de la création d'un système hiérarchisé à deux vitesses. Bien que le gouvernement ait invité l'ensemble des écoles primaires et secondaires à adopter le statut

Tranche d'âge	Coupes budgétaires prévues
Primaire (6-10 ans)	75% des écoles verront leur budget amputé en termes réels en 2012
Secondaire (11-16 ans)	90% des écoles verront leur budget amputé en termes réels en 2012
Cycle supérieur du secondaire (16-18 ans)	15,8% de diminution du financement entre 2011-2012 et 2014-2015

Tableau 1: coupes budgétaires prévues dans l'enseignement public

(Source: *Trends in Education and Schools Spending*, L'Institut des études fiscales du R.-U., 2011)

Projet	Objectif	Situation
Chaque enfant sait lire	Soutien éducatif supplémentaire pour les très jeunes enfants rencontrant des difficultés en lecture et en écriture	Dans le cadre des restrictions budgétaires plus larges, la suppression du financement protégé risque d'entraîner une réduction, voire la suppression, de ces trois programmes dans les écoles du pays.
Les chiffres comptent	Soutien éducatif supplémentaire pour les très jeunes enfants rencontrant des difficultés en calcul	
Cours particuliers	Cours particuliers supplémentaires en mathématiques pour les enfants âgés de 7 à 16 ans	
Bourse de maintien aux études	Bourses sociales allouées aux 16-18 ans pour leur permettre de poursuivre leurs études	Le programme initial de 560 millions £ a été remplacé par une enveloppe budgétaire ne s'élevant plus qu'à 180 millions £
Passerelles	Service d'orientation professionnelle dans les écoles et les collèges offrant des conseils personnalisés aux élèves en difficulté	Les conseiller(e)s individuel(le)s sont remplacé(e)s par une assistance téléphonique ou basée sur Internet

Tableau 2: exemples de projets éducatifs clés actuellement menacés

(Source: *journal The Guardian*)

d'académie, il accorde la priorité à celles jugées « performantes » ou « remarquables » par les inspecteurs du Bureau des normes dans l'enseignement. Cette distinction entraînera l'émergence d'une minorité d'établissements scolaires, situés pour la plupart dans les quartiers privilégiés, attirant les enseignant(e)s les plus qualifié(e)s en raison des meilleures conditions de travail et des ressources appropriées qui leur sont offertes.

Secundo, en raison d'un programme de sélection « caché ». Le syndicat d'enseignants, la National Association of Schoolmasters Union of Women Teachers (NASUWT), souligne que: « Les académies établissent leurs propres politiques d'admission. Bien que celles-ci n'aient pas encore le pouvoir d'opérer une sélection parmi les inscriptions, il apparaît déjà clairement que les élèves inscrit(e)s ne sont pas représentatifs/ives de leur communauté locale ».

Et enfin, en raison des coûts indirects pour les parents. Pour l'instant, les

académies ne sont pas autorisées à exiger des droits d'inscription directs auprès des familles des élèves. Toutefois, celles-ci doivent s'attendre à des dépenses, notamment lorsque les académies instaurent le port de nouveaux uniformes, organisent certaines activités payantes ou demandent le paiement de diverses ressources pédagogiques.

Troisième et dernière composante de la « tempête parfaite »: un retour inacceptable et évitable à un système éducatif à échelons multiples, élitiste et inéquitable.

La tempête a déjà commencé.

Les membres des syndicats de l'éducation doivent s'unir davantage et s'exprimer d'une seule voix pour pouvoir y résister. C'est uniquement de cette façon que nous pourrions garantir un accès équitable et égalitaire au système éducatif, non seulement pour les générations actuelles, mais aussi pour toutes celles à venir.

¹ Les « académies » (Academy schools) sont financées par l'Etat, mais ne sont pas soumises au contrôle de l'autorité locale. Elles ont plus de pouvoir que les écoles d'Etat concernant les programmes scolaires, l'admission des élèves, et les conditions de salaire et de travail du personnel.

Le concept a vu le jour en 1988 sous le gouvernement conservateur de Margaret Thatcher avec la création des *City Technology Colleges*, calqués sur les *Charter Schools* américaines qui avaient ouvert leurs portes pour la première fois cette même année. En 2002, le gouvernement travailliste de Tony Blair a relancé ce concept abandonné, avec la création d'établissements scolaires rebaptisés *City Academies*.

Impact de la crise économique sur l'éducation

Espagne: l'enseignement public pris pour cible

Par Mar Candela, Internationale de l'Éducation

Lorsqu'il dirigeait l'opposition, Mariano Rajoy a appuyé les coupes dans l'aide sociale au Royaume-Uni. « Le plan de Cameron semble solide; j'en ferais de même dans mon pays », a affirmé Rajoy, aujourd'hui Président du Gouvernement espagnol. Il faisait référence aux plus grandes coupes jamais effectuées dans l'Etat-providence en Grande-Bretagne depuis la Seconde Guerre mondiale. Et en effet, Rajoy n'a pas tardé à imiter son homologue britannique.

qui mobilisent actuellement une opposition massive aux coupes dans l'éducation, concerne la réduction des dépenses consacrées à l'éducation publique alors que l'éducation privée bénéficie d'avantages publics. Il est néanmoins difficile de parler d'une tendance uniforme dans la mesure où les normes éducatives sont établies par les Communautés autonomes et la situation peut varier considérablement d'une Communauté à l'autre.

Un accord déconcertant

La dénommée *educación concertada*, à savoir l'éducation privée subventionnée par l'Etat, prédomine dans l'enseignement obligatoire en Espagne. L'Église catholique romaine gère deux tiers de ces écoles.

Le Gouvernement actuel propose d'étendre ce modèle à l'enseignement préuniversitaire qui a, jusqu'à présent, été principalement géré par l'Etat. Juan Martínez, du département de la recherche de la FECCOO, a prévenu que cela impliquerait au moins « une augmentation de 10% de la charge de travail des enseignants, incompatible avec les coupes actuelles et le gel du nombre de postes d'enseignants ». La déréglementation et l'absence de négociation collective dans le secteur privé subventionné permettent, toutefois, d'engager du personnel enseignant sous-qualifié, disposé à travailler davantage d'heures pour un salaire inférieur.

Au moins quatre Communautés autonomes ont augmenté le financement destiné à ce secteur au détriment des écoles publiques au cours des deux dernières années, en fournissant des fonds pour créer de nouvelles écoles privées subventionnées.

Il existe actuellement un vide juridique dans le secteur privé subventionné. Le cadre législatif actuel est déterminé par l'arrêt royal des



Selon un rapport du département de la recherche du syndicat de l'enseignement FECCOO, le montant investi par étudiant(e) en Espagne sera réduit de 15% durant les trois prochaines années. Cette mesure est due aux réductions simultanées et à une hausse du nombre d'étudiant(e)s, dont la majorité sont des jeunes qui, face à l'absence de possibilités d'emploi, reprennent leurs études.

L'Organisation de coopération et de développements économiques (OCDE) estime que 44% des étudiants du pays peuvent être considérés comme 'vulnérables', c'est-à-dire provenant de familles à bas revenu et ayant un faible niveau d'éducation, ou de familles immigrantes de première ou de deuxième génération. Quarante pour cent de ces étudiant(e)s sont inscrit(e)s dans des écoles publiques.

Selon les syndicats d'enseignants, un système éducatif égalitaire viserait à renforcer l'attention individualisée dont ces étudiant(e)s ont besoin. Toutefois, les coupes les plus drastiques dans le secteur de l'éducation ont justement été opérées dans les programmes destinés aux étudiant(e)s requérant une attention spéciale ainsi que dans les programmes en faveur de la diversité.

Une des principales critiques formulées par les syndicats d'enseignants,

accords en matière d'éducation, un ensemble de directives, datant de 1985 et n'ayant jamais fait l'objet d'une réforme, qui offre aux gouvernements une marge de manœuvre importante.

« Pourquoi le terrain public est-il cédé en temps de crise pour construire des écoles privées subventionnées et plus aucune école publique n'est-elle construite? » demande une enseignante exaspérée face à la cession-bail d'un terrain public, évalué à 15 millions d'euros, à l'Opus Dei, une institution catholique, en vue de la construction d'une école privée subventionnée dans la Communauté de Madrid en 2011.

La Présidente de la Communauté autonome de Madrid, Esperanza Aguirre, a également cédé un terrain public à deux entreprises privées, pour une période de 50-60 ans, au prix de 5.000 – 6.000 € par an. Les médias semblent indiquer que le gouvernement a trouvé une sortie à la crise de l'immobilier en favorisant l'accès d'entreprises privées aux établissements scolaires.

Eduardo Sabina, de la section syndicale de la FETE-UGT à Madrid, explique la manière dont cette pratique devient une bonne affaire pour certains chefs d'entreprise: « Ils vous cèdent le terrain, presque gratuitement, ils vous fournissent les clients – grâce aux habitations construites récemment dans les environs – et paient le personnel enseignant avec des fonds publics. Les entreprises gèrent les écoles et prélèvent des frais aux familles afin que l'affaire soit rentable. Il s'agit d'un modèle pervers ».

Un autre aspect préoccupant pour le syndicat est la déduction fiscale qui est offerte à ces familles. Dans certaines Communautés comme Madrid, ces déductions sont appliquées depuis 2009 et sont en hausse, au profit des familles ayant les revenus les plus élevés.

Quoi qu'il en soit, l'éducation privée subventionnée n'est pas sortie indemne de la crise économique. Le solde global de son budget est négatif depuis 2010 et un grand nombre de ces écoles sont confrontées à de graves difficultés économiques.

Des étudiant(e)s manifestent à Madrid en Espagne. L'autocollant sur le poteau indique: « Non aux coupes, halte au chantage » © Reporters.be, 2011



Enseignement de marché libre

Au-delà du débat sur les modèles de financement de l'éducation, les syndicats d'enseignants attirent l'attention sur le modèle social qui s'impose. Les défenseurs du secteur privé revendiquent le droit à la 'liberté de choix' des familles, alors que ses détracteurs soulignent que le principe d'égalité des chances est sacrifié.

Cette idée est parfaitement illustrée par le nouveau système d'évaluation, qui utilise les résultats scolaires comme le seul critère valable. Le ministère de l'Éducation a annoncé, en janvier, son intention de réaliser des examens obligatoires de réussite scolaire résultant en la création d'un système de classement des écoles.

Il n'est pas encore clair si ces résultats seront publiés, mais ils seront envoyés à toutes les familles afin de les aider à choisir une école. En outre, des mesures incitatives seront offertes aux « meilleurs » établissements scolaires, imposant le principe de marché libre de la compétitivité entre les écoles.

En Catalogne, un organisme indépendant doté de la pleine personnalité juridique a été créé pour diriger le processus d'évaluation, pouvant recevoir des dons d'entreprises publiques et privées. « Ces conditions jettent de sérieux doutes quant à la question de savoir si ses actions répondront aux intérêts politiques et privés ou aux besoins du système scolaire », a déclaré le syndicat USTEC-STES.

Dans la Communauté de Valence, le Responsable de l'éducation, José Císcar, a annoncé, en janvier, que le dénommé modèle d'école-entreprise

sera introduit en vue de lier tant l'enseignement supérieur que professionnel « directement au monde des entreprises ». À cette fin, il serait toutefois nécessaire de mettre sur pied une structure de formation dans les entreprises espagnoles, qui fait actuellement défaut, nécessitant dès lors un investissement significatif.

En résumé, l'importance de la rentabilité et de la productivité est actuellement mise en évidence dans l'éducation qui, à l'instar de nombreux autres secteurs, est à présent dictée par les exigences du marché.

« La tendance générale est au démantèlement de l'université publique comme espace de pensée critique et de créativité sociale », a affirmé A. Méndez Rubio, Professeur à l'Université de Valence, faisant référence à sa propre expérience en matière d'enseignement. « Pour survivre, nous devons faire tout ce qui est en notre pouvoir pour vaincre notre peur et s'en sortir. Ce n'est pas que rien ne peut être fait, c'est que tout est en jeu ».

¹ *¡Que no nos recorten el futuro! Impacto de la crisis en Educación [Ne coupez pas dans notre avenir! L'impact de la crise sur l'éducation]. FECC00, 2011 http://www.crue.org/boletin_rectores/boletin18noviembre/2011.11.Impacto_crisis_educacion.pdf*

² Le taux de chômage parmi les jeunes a atteint 43,5% en 2011, par rapport à la moyenne européenne de 20,4%, selon Eurostat. Selon l'OIT, ce chiffre représente le quadruple de la moyenne mondiale.

³ Panorama de la Educación 2011 <http://go.ei-ie.org/l>

⁴ Asturies (10%), Murcie (5,6%), Madrid (4%) et La Rioja (2,5%)

⁵ ALCEDEL et GECESA (ayant des liens avec le Président de la Confédération espagnole des organisations d'employeurs à Madrid, Arturo Fernández)

⁶ Estrella Digital <http://go.ei-ie.org/m> (en espagnol)

⁷ De 10 à 15%, selon la FETE-UGT

⁸ Agencia d'Avaluació i Prospectiva de l'Educació

Impact de la crise économique sur l'éducation

Argentine: soutien de l'état aux droits de la population

Par Eduardo Pereyra,

Confederación de Trabajadores de la Educación de la República Argentina (CTERA)

L'Argentine a sombré, en décembre 2001, dans une crise sociale et économique, fruit de plus d'une décennie de politiques néolibérales fondées sur le principe d'un Etat de taille réduite, la décentralisation et la déréglementation, afin de favoriser une économie de libre marché. En accédant à la présidence en 2003, Néstor Kirchner a marqué le début d'une nouvelle étape en décidant de s'assurer que la politique gouverne l'économie, et non l'inverse. En considérant l'Etat comme garant et protecteur des droits, son gouvernement a été en mesure de briser le cycle d'avidité et de croissance insoutenable adopté jusqu'alors.



Des lycéen(ne)s ont reçu gratuitement de mini-ordinateurs portables en Argentine.
©CTERA, 2011

En matière d'éducation, trois lois fondamentales ont été approuvées, répondant enfin aux demandes, attendues depuis longtemps, de la Confédération des syndicats d'enseignants, la CTERA: premièrement, la loi de financement éducatif a ramené l'investissement dans l'éducation à 6% du PNB (qui s'élève actuellement à 6,4%); deuxièmement, la loi d'éducation technique; et troisièmement, la nouvelle loi nationale d'éducation qui, en abrogeant la loi antérieure qui décentralisait et privatisait le secteur, a rétabli l'Etat dans son rôle de garant du droit à l'éducation.

En outre, l'allocation universelle pour enfant à charge, selon laquelle le gouvernement national accorde à tous les mineurs dans le pays, et pas seulement aux enfants de salarié(e)s, une aide financière, a été approuvée par l'administration de la Présidente Cristina Fernández. Ceci constitue une autre avancée majeure sur la voie de la nécessaire égalité sociale que la CTERA a toujours prônée.

Par ailleurs, les négociations syn-

dicales fructueuses ont permis de garantir un salaire minimum et de meilleures conditions de travail pour les professionnel(le)s de l'enseignement dans tout le pays.

Plus de 1.000 écoles ont été créées depuis 2003, bien qu'un plus grand nombre soit encore nécessaire dans le pays. Des netbooks gratuits sont remis à tous les étudiant(e)s des écoles secondaires, contribuant ainsi à combler l'écart en ce qui concerne l'inégalité en matière d'éducation.

La lutte n'est pas abandonnée

La Secrétaire générale de la CTERA et membre du Bureau exécutif de l'IE, Stella Maldonado, perçoit quelques similitudes entre la crise en Argentine il y a une décennie et la situation actuelle en Europe.

Selon Stella Maldonado, c'est grâce à la résistance de l'ensemble du pays, en particulier les syndicats et les organisations sociales, que l'Argentine compte désormais un gouver-

nement engagé dans cette lutte, en mesure de reconnaître le souhait de son peuple d'une vie meilleure.

« Tout comme le marché interne reposait sur des politiques actives développées par l'Etat en 2009, cette nouvelle crise du système capitaliste sera également combattue », a déclaré Stella Maldonado.

« Ce n'est qu'en répondant aux intérêts de la population, et non pas aux opérations des spéculateurs, que nous aurons des pays justes, égaux et démocratiques », a-t-elle ajouté.

Stella Maldonado a, en outre, assuré du plein soutien de la CTERA aux efforts déployés par les travailleuses et leurs organisations dans le monde entier pour résister aux coupes préjudiciables dans les fonds publics: « Il existe des alternatives à ce qui est proposé. Comme l'affirmement les Mères de la Place de Mai: *La seule lutte perdue est celle que l'on abandonne* », a-t-elle conclu.

Impact de la crise économique sur l'éducation

Conférences nationales au Brésil: le pouvoir rendu au peuple

Par Marcelo Cunha,

Confederação Nacional dos Trabalhadores em Educação (CNTE), Brésil

En 2003, le gouvernement brésilien de Lula da Silva a lancé une série d'initiatives clés visant à faire participer le peuple aux décisions nationales. L'actuelle Présidente, Dilma Rousseff, poursuit ce projet de démocratie directe.

Fatima Aparecida, Secrétaire internationale de la *Confederação Nacional dos Trabalhadores em Educação* (CNTE), nous en dit plus sur ces expériences fructueuses de participation à l'élaboration de la politique publique.

Les Conférences nationales en matière de politique publique constituent des espaces ouverts de débat entre l'État et ses citoyen(ne)s sur des matières qui les concernent directement. Que pouvez-vous nous en dire?

Les Conférences nationales contribuent à renforcer les institutions étatiques autant qu'elles les responsabilisent. Ces conférences rapprochent les syndicats et mouvements sociaux des élu(e)s à différents niveaux du gouvernement (district, municipalité et province, jusqu'au niveau fédéral). A l'heure actuelle, une douzaine de conférences œuvrent autour de Ministères et Secrétariats d'État du Brésil.

Comment cela a-t-il été mis en œuvre dans le secteur éducatif?

La première Conférence nationale de l'Éducation a eu lieu en 2010. Auparavant, trois conférences avaient déjà été organisées sur des thèmes précis: l'enseignement primaire, l'enseignement professionnel et technique, et l'enseignement autochtone. La

Conférence nationale visait en premier lieu à esquisser le nouveau Plan national d'Éducation (PNE), actuellement soumis au Congrès. De nombreuses résolutions issues de la Conférence ont été intégrées au projet de PNE soumis au Congrès, et d'autres y ont été jointes sous la forme d'amendements parlementaires.

La légitimité de la Conférence de l'Éducation dans le processus décisionnel étant établie, les idées qu'elle a générées sont devenues une référence essentielle dans les propositions de politique publique.

Quels sont les défis majeurs auxquels le pays est actuellement confronté?

Pour l'instant, les syndicats veillent à garantir la participation citoyenne au sein des conseils de surveillance de la politique publique.

En ce qui concerne l'enseignement, des commissions de contrôle budgétaire ont été mises sur pied dans chaque région administrative du pays. Mais le véritable défi consiste à éradiquer le patrimonialisme et le pouvoir qu'exercent les groupements politiques locaux qui refusent de confier les rênes à la population.

Parallèlement, le contrôle du pouvoir judiciaire fait l'objet d'une vive controverse au Brésil, à la suite d'une autre réforme démocratique entamée sous Lula. Le tout jeune Conseil National

Récentes victoires en matière de droits des LGBT au Brésil

2004

Programme brésilien de lutte contre l'homophobie, Plan destiné à combattre la violence et la discrimination contre les lesbiennes, gays, bisexuel(le)s et transgenres (LGBT) et Promotion de la communauté LGBT.

2008

Première Conférence nationale sur les LGBT. Elle recommande la mise en œuvre du Plan national des droits humains et la Promotion de la communauté LGBT.

2011

- Le Président Lula met sur pied le Conseil National Anti-discrimination. Le Conseil réunit 15 Ministères et 15 organisations citoyennes, dont la CNTE.
- Le Brésil accorde une pension aux couples homosexuels.
- Deuxième Conférence nationale LGBT sur la politique publique et les droits humains:
 - Elle recommande de faire interdire l'homophobie.
 - La CNTE fait pression pour attaquer l'homophobie sur deux fronts:
 1. Programme et activités scolaires dans l'enseignement primaire, et
 2. Campagnes éducatives nationales contre l'homophobie et le harcèlement à l'école.

brésilien de Justice, composé à la fois de représentant(e)s du pouvoir judiciaire et de citoyen(ne)s, a été mis à mal par les hautes instances judiciaires, qui ont refusé de collaborer aux enquêtes menées par le Conseil. Du côté de l'exécutif, la Présidente Dilma n'a pas hésité à remplacer des ministres impliqué(e)s dans des pratiques susceptibles de compromettre leur devoir envers la population.

En bref, nous débattons de mesures éducatives capitales pour faire progresser la démocratie dans notre pays.

Impact de la crise économique sur l'éducation

La classe inversée est-elle l'avenir de l'enseignement?

Par Harold Tor, Internationale de l'Éducation

En ces temps de plans d'austérité draconiens et de restrictions budgétaires colossales, les autorités sont tout à fait disposées à adopter les solutions proposées par des multinationales du secteur de la technologie visant à réduire les coûts de fonctionnement élevés des systèmes d'éducation publique.



Des enfants apprennent à utiliser des ordinateurs dans une école de new Delhi, en Inde. © Saurabh Das, AP/Reporters.be 2010

L'exemple de la classe inversée (*Flipped Classroom*), dans laquelle le rôle de l'enseignant(e) est remplacé par la technologie, est une bonne illustration de cette nouvelle tendance en pleine évolution. La classe inversée offre-t-elle vraiment une solution gagnant-gagnant aux enseignant(e)s, aux élèves, aux parents, aux responsables d'établissements scolaires et en particulier aux autorités? Quels éléments les enseignant(e)s et leurs syndicats devraient-ils prendre en considération lorsqu'ils doivent trouver un compromis entre le plaidoyer, d'une part, en faveur des technologies de l'information et

de la communication (TIC) comme outil pédagogique et, d'autre part, contre les TIC en tant que substitut à l'enseignement.

Imaginez la scène suivante: Yuko, 15 ans, arrive chez elle après une journée passionnante à l'école. Elle allume son ordinateur et sélectionne une vidéo sur Youtube en cliquant sur le lien que lui a envoyé son enseignant de français Monsieur Dumont.

Le voici, expliquant la conjugaison des verbes à l'imparfait. Après avoir regardé la vidéo de vingt minutes, Yuko pense ne pas avoir totalement compris la partie de la vidéo sur la conjugaison des verbes se terminant par -ir. Elle sélectionne à nouveau cette partie de la vidéo qui montre, comme par magie, la conjugaison de verbes en -ir devant l'aimable Monsieur Dumont. « J'ai compris! », crie triomphalement Yuko.

L'expérience pédagogique de Yuko n'est pas unique. Cette façon de suivre les cours à la maison, à travers la diffusion de podcasts vidéo ou « vodcasting », tout en participant à des travaux plus interactifs avec les enseignant(e)s à l'école, est en train de modifier discrètement le fonctionnement de l'enseignement, dans un mouvement appelé « la classe inversée ».

Pourquoi « inverser » la place des devoirs à la maison et des cours ?

Le principal argument est de tirer pleinement profit du temps précieux passé en classe en mettant l'accent sur l'interaction entre enseignant(e)s et étudiant(e)s. Beaucoup d'enseignant(e)s constatent qu'après avoir présenté un nouveau cours, les étudiant(e)s n'ont que très peu de temps pour poser des questions. Ainsi, les étudiant(e)s doivent, sans avoir complètement compris le cours, faire des devoirs à la maison sur les nouvelles connaissances qu'ils n'ont pas totalement acquises. Les nouvelles technologies offrent désormais aux enseignant(e)s une solution à ce problème.

Ce principe fondamental est exposé dans le *Flipped Class Manifest*,

¹ thedailyriff.com/articles/the-flipped-class-manifeste-823.php

co-écrit par Jon Bergmann et Aaron Sams, les deux enseignants qui ont lancé le mouvement de la classe inversée: « Dans la plupart des classes inversées, il y a un transfert actif et intentionnel d'une partie de la communication de l'information à l'extérieur de la salle de classe dans le but de libérer du temps pour mieux tirer profit de l'interaction en face à face à l'école. »

Le petit mouvement discret d'enseignant(e)s pratiquant l'enseignement inversé prit de l'ampleur lorsque la Khan Academy, une organisation californienne dirigée par Salman Khan, commença à réaliser à grande échelle des cours sur vidéo. Sa collection de plus de 2.600 vidéos couvre des matières, telles que les maths pour les élèves en dernière année d'enseignement secondaire, les matières scientifiques, mais également les sciences humaines. Ces vidéos sont partagées librement, et Khan bénéficie également d'une importante contribution financière de la Bill & Melinda Gates Foundation et Google.

Lors de sa présentation TED de mars 2011,² Khan a expliqué comment son organisation exploitait au maximum les capacités offertes par la technologie en permettant non seulement aux étudiant(e)s de visionner des cours sur vidéo à la maison, mais également de faire leurs devoirs en classe avec l'enseignant(e) à leur côté pour les aider. L'enseignant(e) suit les travaux de chaque étudiant(e) sur son écran et peut aller l'aider si nécessaire. Comme tout est informatisé, l'évolution de l'apprentissage de chaque étudiant(e) ET les réactions de l'enseignant(e) sont compilées et analysées.

Quels sont les avantages de la classe inversée, outre le gain de temps passé en classe en faveur de l'interaction entre enseignant(e)s et étudiant(e)s ?

Regarder les cours sur vidéo, permet aux élèves de revenir à la partie

² www.ted.com/talks/salman_khan_let_s_use_video_to_reinvent_education.html

³ knewton.com/flipped-classroom

qu'ils n'ont pas comprise. Le gain de temps en classe peut être consacré à des activités plus interactives en complément aux cours vidéos. Les résultats sont encourageants: A la Clintondale High School près de Détroit avant l'adoption du concept, 50% et 44% de ses élèves en première année échouaient respectivement en anglais et en maths. L'établissement scolaire comptait également 736 cas d'indiscipline par semestre. Après l'introduction de la classe inversée, le pourcentage d'échec est passé à 19% pour l'anglais et à 13% pour les maths. Le nombre de cas d'indiscipline est descendu à 249.

La classe inversée EST peut-être l'avenir de l'enseignement. Peut-être pas.

Les partisans de la classe inversée utilisent souvent les vidéos de sciences exactes et de maths pour démontrer le succès du concept. Toutefois, très peu d'enseignant(e)s sont convaincu(e)s de la pertinence de la vidéo en ce qui concerne l'enseignement des sciences humaines. Par ailleurs, la division entre sciences et arts n'est pas précise à cet égard. Le fait est que la classe inversée ne fonctionne pas pour toutes les matières ou pour tous les cours d'une même matière. Ce n'est pas sa vocation. C'est à l'enseignant(e) qu'il revient de déterminer la meilleure approche pour un cours donné.

Ce qui est inquiétant à propos de cette nouvelle façon d'enseigner, c'est qu'elle suppose qu'un cours est nécessairement une activité unilatérale. Les enseignant(e)s vous diront qu'un cours est une activité pédagogique interactive au cours de laquelle l'enseignant(e) échange avec les étudiant(e)s, ainsi qu'une occasion offerte à l'enseignant(e) d'évaluer la compréhension des étudiant(e)s. Transférer toute cette dimension dans une vidéo revient à priver l'enseignant(e) de cette opportunité.

Une autre critique de la classe inversée ne s'adresse pas au concept en lui-même, mais à la version du

⁴ economist.com/node/21529062

concept promu par Khan. Une fois la classe inversée, le temps passé par les étudiant(e)s à l'école est consacré à la résolution de problèmes sur des tablettes électroniques où chaque geste est enregistré. La taille des classes est ainsi agrandie dans la mesure où l'enseignant(e) vérifie le travail sur un écran. En ces temps de réduction des ressources, cette version de la classe inversée est considérée comme une panacée économique et éducative.

Quel intérêt pour les syndicats ?

Certains syndicats aux États-Unis commencent à réagir à la façon dont quelques groupes anti-enseignant(e)s utilisent cette approche étroite de la classe inversée pour recruter et licencier des enseignant(e)s sur la base de leur « performance » vis-à-vis du processus d'apprentissage des étudiant(e)s, enregistrée dans les journaux d'activités des serveurs informatiques de l'école.

Il n'existe pas de réponse simple à la question posée dans le titre. La classe inversée est peut-être une mode passagère ou restera uniquement réalisable dans les zones où les enseignant(e)s et les viennent de milieux socioéconomiques favorisés similaires. Les syndicats devraient, en tous les cas, aborder la question, afin de conseiller leurs membres, mais aussi, avant toute chose, afin d'éviter que le concept ne soit utilisé comme une arme pour tuer la profession enseignante.

INFO

En contact!

Vous pouvez, pour en savoir plus sur la classe inversée, rejoindre les autres praticien(ne)s membres du réseau Flipped Classroom Ning (vodcasting.ning.com). Suivez les deux enseignants Aaron Sams (@chemicalsams) et Jon Bergmann (@jonbergmann) qui ont lancé le mouvement sur Twitter et continuent à parler de leurs expériences. Vous pouvez également me contacter par courriel (harold.tor@ei-ie.org) si vous voulez en savoir plus sur ce sujet et sur les autres politiques de l'IE concernant les TIC dans l'éducation.

Les actions syndicales pour contrer la crise

Un géant de l'éducation et du syndicalisme au Ghana: Tom Bediako

Par Wouter van der Schaaf, *Algemene Onderwijsbond* (Aob), Pays-Bas

Leader ghanéen dans le secteur de l'éducation, Tom Bediako a laissé son empreinte dans le mouvement syndical des enseignant(e)s à travers toute l'Afrique. Il a maintes fois été récompensé pour son travail réalisé en tant qu'enseignant et syndicaliste durant plus d'un demi-siècle. Âgé de 79 ans, Bediako continue de promouvoir un discours ferme et n'a rien perdu de son engagement. Au cours de cet entretien, jamais il ne jette un regard nostalgique sur le passé. Au contraire, il partage avec nous sa vision de l'avenir de l'éducation dans son continent. Face à la crise financière et économique, il souligne, parmi d'autres préoccupations, l'importance d'investir des fonds publics dans l'éducation, d'établir des mécanismes efficaces de dialogue entre les syndicats et les autorités nationales, et de construire un mouvement syndical puissant et unifié dans ce secteur aux niveaux national et international.

Investir dans la qualité de l'éducation

Nous avons accompli de nombreuses choses en Afrique. Des écoles ont été construites à travers tout le continent, y compris dans les villages les plus petits et les plus reculés. Ces écoles ouvrent des portes sur le monde. Je me considère comme étant l'exemple vivant de l'importance capitale de rendre l'enseignement fondamental accessible à toutes et à tous dans notre société: les riches comme les pauvres, dans les villes comme dans les zones rurales. Je suis allé dans une école primaire de mon village et l'apprentissage m'a encouragé à continuer d'apprendre et à considérer l'étude comme un style de vie. Sans cette école primaire, je n'aurais jamais pu aller au-delà des frontières de mon village.

Nous avons fait des progrès en termes d'accès à l'enseignement. Il est cependant triste de constater que l'augmentation des inscriptions scolaires soit souvent allée de pair avec une diminution de la qualité de l'enseignement. C'est pourquoi notre prochain défi consistera définitivement à faire un bond en avant et à investir dans la qualité de l'éducation. Je suis fermement convaincu que les gouvernements doivent prendre leurs responsabilités à cet égard, afin de garantir et renforcer un système d'enseignement public, qui tienne compte des élèves sur le plan intellectuel, émotionnel et physique.

Sauver l'enseignement public

Nous ne devrions jamais abandonner les missions importantes de l'enseignement. J'observe une tendance croissante à privilégier un type d'enseignement uniquement axé sur les évaluations et les examens. Nous



Tom Bediako ©Wouter van der Schaaf, AOb, 2011

ne devrions pas laisser faire cela. Un être humain qui va à l'école représente tellement plus qu'une personne seulement intéressée par des résultats. Je constate que cette vision étriquée de l'enseignement offre un terrain favorable au développement des écoles privées. L'unique ambition de ces écoles consiste à préparer les élèves à réussir leurs examens. Ces écoles privées prolifèrent rapidement au Ghana comme dans l'ensemble du continent africain, étant donné que les autorités publiques n'ont jamais traité la question de la qualité de manière appropriée. Il est temps de nous recentrer sur la qualité afin de sauvegarder le système public.

Absence de débat sur les questions essentielles

Le rôle des enseignants a radicalement changé au cours de ces dernières décennies en Afrique. Souvent, l'enseignante ou l'enseignant était la seule personne du village sachant lire et écrire. À l'époque où les pays africains ont accédé à leur indépendance, les enseignants vivaient pour enseigner. Au Ghana, en Tanzanie, en Zambie et dans tout le continent. Il y avait un engagement fort à bâtir la nation. Aujourd'hui, les enseignantes et les enseignants enseignent pour vivre. Je ne peux pas le leur reprocher, mais il est certain qu'ils travaillent dans une perspective différente.

Cela montre également que, à l'heure actuelle, les enseignants et leurs syndicats travaillent différemment. Les syndicats et les autorités éducatives ont établi des règles solides en matière de négociation ainsi que des réglementations sur les salaires et les conditions de travail. Mais lorsqu'il s'agit d'aborder les préoccupations professionnelles et les défis liés à l'éducation, force est de constater qu'il n'existe quasiment aucun débat bien structuré pour traiter les questions essentielles dans ces domaines. En théorie, nous avons au Ghana le Conseil national des services éducatifs pour débattre de ces questions. Mais les autorités éducatives n'utilisent pas ce mécanisme de consultation.

Nous avons besoin d'un dialogue institutionnalisé performant pour dis-

cuter des politiques éducatives. Trop de syndicats de l'éducation n'ont pas d'opinions fondées en matière de politiques éducatives. Nous devrions y travailler sans relâche et, en tant que professionnels, nous devrions apporter au débat notre grande expérience quotidienne de l'enseignement.

Les syndicats doivent bâtir l'unité

Lorsque j'ai commencé ma carrière d'enseignant, il existait environ 17 organisations d'éducateurs. Aujourd'hui, les éducatrices et les éducateurs s'expriment - quasiment - d'une seule voix par l'intermédiaire de la *Ghana National Association of Teachers* (GNAT), regroupant plus de 160.000 membres. Nous observons que cette avancée vers l'unité s'affirme dans bon nombre de pays africains et nous avons bien évidemment pu la constater au niveau international lorsque le Secrétariat professionnel international de l'enseignement et la Confédération mondiale des organisations de la profession enseignante ont fusionné pour créer l'Internationale de l'Éducation (IE).

Mais je remarque que l'unité fixe également des conditions et doit répondre à ses propres obligations. Les syndicats étant parvenus à créer l'unité et occupant une position de monopole ne doivent pas avoir peur de la diversité. Lorsque l'unité devient un objectif en soi, le syndicat court le risque de voir ses opérations réduites à une forme de « danse rituelle » et de créer un consensus à l'avance. Je constate cette situation actuellement. Certains syndicats ne se livrent que trop peu à la critique ouverte et à une analyse approfondie en interne. Dès lors, la question essentielle est: comment créer un débat interne permettant de tirer le meilleur du syndicat et de ses membres?

J'ai assisté aux avancées vers l'indépendance politique dans mon continent. Au cours de ces cinquante dernières années, tous les pays sont passés du statut de colonie à celui de nation indépendante. Toutefois, ce chemin n'a pas abouti à l'indépendance financière et économique. Nous nous sommes développés en un

village mondial où ceux et celles qui possèdent côtoient les mendiants. J'estime que travailler sans relâche pour atteindre pleinement l'auto-détermination représente un grand défi pour l'Afrique. Je considère que le mouvement syndical et les éducatrices et les éducateurs qui y participent activement ont un rôle à jouer dans la réalisation de cet objectif.

L'identité africaine nous renforce

Nous, nous sommes membres d'une organisation mondiale, mais il semble que bon nombre de syndicats africains aient renoncé à prendre leur destinée en main. J'ai déployé beaucoup d'efforts pour arriver à unifier les enseignants africains par le biais de l'Organisation des enseignants de toute l'Afrique et du Centre panafricain des enseignants. Je déplore que cela n'ait pas fonctionné tel que je l'avais envisagé. Nous n'avons pas réussi à créer le lien entre les membres de la communauté enseignante mondiale et le développement de notre propre identité africaine. Je le regrette profondément, car je pense que c'est précisément notre identité africaine qui nous sert de repère et nous renforce.

Personnellement, je suis fier d'avoir participé à la lutte pour la liberté et la libération en Afrique du Sud, ainsi qu'à la naissance d'un grand syndicat de l'éducation, le *South African Democratic Teachers' Union*. C'est avec émotion que j'ai vu la communauté mondiale des éducateurs réussir à rassembler plusieurs groupes et organisations d'enseignants dans une seule salle et à les faire adopter un programme conjoint s'appuyant sur une plate-forme commune.

INFO

Pour en savoir plus sur les activités du GNAT, rendez-vous sur : www.ghanateachers.org (en anglais)

Les actions syndicales pour contrer la crise

Ohio: champ de bataille pour les droits des travailleurs/euses

Par Staci Maiers, *National Education Association (NEA)*, États-Unis

Au mois de novembre 2011, les électeurs de l'Ohio ont voté en masse contre le projet de loi controversé défendu par le Gouverneur républicain John Kasich. Ce projet de loi, adopté plus tôt dans l'année par l'assemblée législative de l'État, compte parmi les nombreuses attaques perpétrées aux États-Unis à l'encontre des travailleuses et travailleurs du secteur public. L'approbation d'un référendum sur le projet de loi sénatorial 5 (SB 5) a tué dans l'œuf la tentative visant à priver les fonctionnaires de leurs droits à la négociation collective dans l'Ohio.

Le référendum sur le projet de loi sénatorial 5 a été organisé à la suite des élections de mi-mandat 2010, remportées par de nombreux Républicains au niveau fédéral, ainsi que dans de nombreuses capitales d'État à travers tout le pays. Au lendemain de cette élection, il apparaissait de façon évidente que les nouveaux dirigeants républicains prévoyaient un programme anti-syndical. Un jeu de pouvoir s'est immédiatement mis en place, entraînant une série d'attaques à l'encontre des droits des travailleurs/euses.

A l'instar de Boise (Idaho), d'Indianapolis (Indiana) ou encore de Madison (Wisconsin), Columbus (Ohio) est devenu le *Ground Zero* dans la lutte pour la protection des travailleurs/euses, et plus particulièrement des classes moyennes.

C'est grâce à une incroyable campagne de mobilisation, impliquant les citoyen(ne)s des quatre coins de l'État, que le projet de loi a pu être annulé. Plus de 10.000 volontaires ont réuni 1,3 millions de signatures afin que cette question puisse être soumise au vote. Ils/Elles ont ensuite travaillé sans relâche pour s'assurer que leurs familles, ami(e)s et voisin(e)s comprennent bien les différents enjeux. Ces volontaires étaient

bien conscient(e)s que lorsque les enseignant(e)s sont entendu(e)s sur leur lieu de travail, ces derniers/ières sont mieux à même d'agir dans l'intérêt des enfants.

Le droit à la négociation collective directement menacé

Le projet de loi 5 de l'Ohio aurait profondément affaibli le droit à la négociation collective des fonctionnaires qui travaillent pour l'État, le comté, les autorités locales ou encore les circonscriptions scolaires. Les établissements publics d'enseignement supérieur ou encore les universités se seraient ainsi vus entièrement dépouillés de leurs droits. Ce projet de loi important et lourd de conséquences entendait mettre fin aux droits des pompiers et de la police de soumettre leurs conflits relatifs à la négociation des contrats à un processus d'arbitrage exécutoire, ainsi qu'au droit de grève pour tous les autres employé(e)s du secteur public.

A l'échelle nationale, le projet de loi 5 a constitué un effort stratégique majeur visant à priver les syndicats américains de leurs financements, notamment les quatre plus grands – la *National Education Association (NEA)*, l'*American Federation of Teachers (AFT)*, tous deux

affiliés de l'IE, ainsi que le *Service Employees International Union (SEIU)*, et l'*American Federation of State County Municipal Employees (AFSCME)* – qui représentent tous les syndicats du secteur public et qui soutiennent le parti démocrate américain, tant en termes de ressources financières qu'humaines.

Les citoyens au secours des syndicats

En Ohio, les électeurs/trices ont réagi aux attaques politiques en prenant les choses en main.

Ils/Elles se sont rassemblé(e)s pour former la coalition « Nous sommes l'Ohio », un groupement citoyen communautaire et bipartite destiné à arrêter le projet de loi. La coalition de militant(e)s a récolté plus d'un million de signatures dans le but de mettre en place un processus de veto citoyen. Avec ce référendum, également connu sous le nom de State Issue 2, c'est la première fois dans toute l'histoire des États-Unis qu'une question de protection des droits à la négociation collective est soumise aux électeurs/trices.

Le Président de la NEA, Dennis Van Roekel, a déclaré à propos de la loi anti-syndicale et anti-travailleurs: « Le mouvement syndical ainsi

Les enseignant(e)s célèbrent la défaite d'Issue 2 le 8 novembre 2011. De gauche à droite: la Présidente de l'OFT Sue Taylor, Tamar Gray, la Présidente de l'OEA Patricia Frost-Brooks, et Courtney Johnson, qui est devenue « le visage des enseignant(e)s » lors de la campagne « Nous sommes l'Ohio ». © 2011 Staci Maiers/NEA. Avec l'autorisation de la NEA.



Le Président de la NEA Dennis van Roekel à Colombus, en Ohio, le 7 novembre 2011. © 2011 Staci Maiers/NEA. Avec l'autorisation de la NEA.

que les travailleuses et travailleurs américains sont menacés. Il est grand temps de contre-attaquer face aux efforts coordonnés et bien orchestrés visant à anéantir la négociation collective et à faire taire les travailleuses et travailleurs qui luttent contre le feu, enseignent à nos enfants, nettoient nos écoles, prennent soin des anciens et des infirmes, et assurent la sûreté de nos rues. »

Issue 2 a subi une lourde et humiliante défaite, en perdant à 61% contre 38,7%, lors d'un scrutin réunissant près de 3,5 millions d'électeurs enregistrés – battant ainsi tous les records de ces dernières années pour une année sans élections présidentielles. Le mérite de cette défaite revient avant tout aux syndicats, tels que l'OEA, qui ont mobilisé leurs membres, ainsi que leurs amis, leurs familles et leurs voisins et ce, en nombre record.

L'AFT et la NEA sur le terrain

Outre le versement de plus de 10,2 millions de dollars dans la campagne – plus que tout autre syndicat – les membres de la NEA ont rejeté Issue 2 en descendant dans les rues, en frappant aux portes et en se mobilisant par téléphone. Avec un volontaire sur quatre, c'est l'OEA qui a recensé le plus grand nombre de volontaires parmi tous les groupes ou organisations ayant participé à cette campagne. Au cours des dernières semaines de cette campagne intense, la NEA a déployé 177 membres de son personnel et autres ressources, provenant de 22 Etats, afin de faire échouer Issue 2.

Les membres de l'AFT ont également participé au succès de cet effort. Sous la houlette de sa Présidente

Sue Taylor, l'*Ohio Federation of Teachers*, constitua un partenaire de taille dans cette coalition au niveau de l'Etat, mettant tout en œuvre pour déjouer le projet. Le centre d'appels de l'affilié de l'AFT, le Cleveland Teachers Union, a également passé plus de 300.000 appels.

Le slogan de la campagne était clair, concis et sans équivoque: Issue 2 est injuste, risqué et nous affecte tous.

La lutte contre Issue 2 s'est révélée être un véritable instrument de syndicalisation, stimulant les membres de la NEA et de l'AFT qui, auparavant, n'avaient jamais été véritablement impliqué(e)s en politique.

Ce vote a également envoyé un signal d'alarme et un avertissement aux décideurs politiques espérant marcher dans les pas du gouverneur Kasich.

« Ce vote témoigne clairement du fait que les habitants de l'Ohio ne resteront pas les bras croisés pendant que les décideurs politiques tiennent les employés du secteur public, qui travaillent dur, pour responsables d'une crise économique qu'ils n'ont pas provoquée », a déclaré Randi Weingarten, Présidente de l'AFT.

« Dorénavant, les décideurs politiques devront y réfléchir à deux fois avant de lancer des attaques politiquement motivées et injustes à l'encontre des travailleuses et des travailleurs du secteur public. Si l'on tourne le dos à la classe moyenne, il faut en payer le prix. », a souligné Van Roekel.



INFO

Pour plus d'information sur la campagne en Ohio :

www.educationvotes.nea.org/states/ohio, et
<http://oh.aft.org>

Les actions syndicales pour contrer la crise

Occupy Wall Street défend les valeurs des syndicats

Par Claude Carroué, Internationale de l'Éducation

Occupy Wall Street (OWS) est un mouvement de contestation qui a débuté le 17 septembre 2011 dans le Parc Zuccoti, en plein quartier financier de Wall Street, à New York. Le mouvement proteste contre les inégalités sociales et économiques, le taux de chômage élevé, l'avidité, la corruption et la trop grande influence des entreprises sur les gouvernements, en particulier celle qu'exerce le secteur des services financiers.

Plusieurs événements sont directement à l'origine d'OWS: les contestations des élèves britanniques en 2010, le mouvement des « indignés » s'opposant aux mesures d'austérité en Grèce et en Espagne, ainsi que les manifestations du Printemps arabe qui ont secoué le Moyen-Orient. Le slogan d'OWS « Nous sommes les 99% » symbolise l'inégalité des revenus et des

richesses qui ne cesse de croître aux États-Unis entre les plus riches, ne représentant qu'un 1% seulement, et le reste de la population. Depuis, ce slogan a été repris dans le cadre de plusieurs manifestations et mouvements de protestation « Occupy » similaires à travers le monde.

Participation aux manifestations d'OWS

Les syndicats de l'éducation ont figuré parmi les organisations les plus actives dans le soutien aux contestataires d'OWS.

À l'occasion de la Journée mondiale des enseignant(e)s, célébrée chaque année le 5 octobre, les enseignant(e)s syndicalistes ont rejoint les dizaines de milliers de manifestant(e)s qui ont défilé dans les rues du quartier financier. Le syndicat *United Federation of Teachers* (UFT), membre de l'*American Federation of Teachers* (AFT), affilié de l'IE, était particulièrement bien représenté.

À Washington, les membres de l'AFT se sont joint(e)s aux centaines de manifestant(e)s rassemblé(e)s à McPherson Square le 17 novembre pour soutenir le mouvement *Occupy D.C.* Les manifestant(e)s du mouvement ont dressé un village de tentes dans le parc public situé à proximité de la Maison Blanche,

alors même que d'autres sites « Occupy » dans le pays étaient démantelés. Les membres de l'AFT ont apporté des sacs contenant des vêtements d'hiver, des couvertures et d'autres équipements pour permettre aux campeurs/euses installé(e)s dans le parc de se réchauffer à l'approche de l'hiver.

La Présidente de l'AFT, Randi Weingarten, a souligné: « *Occupy Wall Street* est un mouvement qui fait peur, sans quoi les contestataires ne seraient pas évincés de New York et des autres villes du pays. Mais on ne peut évincer une idée. Nul ne parviendra à arrêter ce mouvement en faveur du respect et de la dignité. *Occupy Wall Street* représente bien plus que des bâches, des tentes et des protestataires dans un parc : nous assistons à la naissance d'un mouvement de lutte pour l'équité économique, revendiquant que le un pour cent d'individus en question soit tenu responsable du fossé qui ne cesse de croître dans ce pays entre celles et ceux qui possèdent tout et celles et ceux qui ne possèdent rien. »

Soutien de la loi « Fair Tax »

En novembre 2011, l'autre affilié de l'IE aux États-Unis, la *National Education Association* (NEA), a envoyé une lettre au Sénateur Harkin et au Député DeFazio pour soutenir leur





New York © Seth Wenig, AP/Reporters.be, 2011



Bruxelles © Thierry du Bois, Reporters.be, 2011



Séoul © Park Jin Hee, Caters/Reporters.be, 2012

Le mouvement « Occupy », initié à New York, aux Etats-Unis, en septembre 2011, avec « Occupy Wall Street », s'est depuis étendu au monde entier. Les militant(e)s descendent régulièrement dans la rue afin de manifester contre le fossé qui s'accroît en termes de richesses entre les « 1% » et les « 99% »

Oakland © Noah Berger, AP/Reporters.be, 2011

loi relative à la taxe sur les transactions et les spéculations à Wall Street.

La lettre stipule: « Nous souhaitons exprimer notre soutien en faveur de la loi relative à la taxe sur les transactions et les spéculations de Wall Street. Nous vous remercions d'être à l'initiative de cette proposition de loi et de déployer tous vos efforts pour faire en sorte que chaque citoyen contribue de manière équitable à la reprise économique. »

Exhortant les affiliés de l'IE à se joindre à cette initiative, la Présidente de l'IE, Susan Hopgood, a appelé « les syndicats de l'éducation à poursuivre leur soutien aux mouvements citoyens prônant la justice sociale dans le monde entier. Leurs objectifs sont identiques aux nôtres. Nous devons nous appuyer sur leur dynamisme afin de garantir un avenir meilleur à nos élèves. »



INFO

www.occupywallst.org

www.occupytogether.org

Les actions syndicales pour contrer la crise

La baisse de l'aide au développement met en péril le syndicalisme

Par Claude Carroué, Internationale de l'Éducation

Les richesses considérables générées par la mondialisation économique sont inégalement réparties entre les pays en développement, comme au sein même de ces derniers. Le défi de la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement d'ici 2015 devient ainsi difficile à relever. Les efforts conjoints déployés par le biais de la coopération au développement s'avèrent plus importants que jamais pour façonner une solidarité internationale et mettre un visage humain sur l'impact de la mondialisation économique.

Devant faire face à des ressources de moins en moins disponibles, à des conditions plus strictes et à une concurrence accrue au regard des financements, en raison des restrictions budgétaires des gouvernements, les syndicats d'enseignants doivent renouveler leur engagement à organiser des activités de coopération au développement, tout en s'adaptant et en élaborant de nouvelles stratégies.

La coopération au développement dans le secteur de l'éducation vise principalement à autonomiser les syndicats d'enseignants et à leur permettre de se développer. Elle leur permet également de fonctionner de façon indépendante, autonome, durable et démocratique.

Dans le cadre de ces partenariats, l'Internationale de l'Éducation (IE) joue principalement le rôle de coordinateur et de médiateur.

L'évaluation représente la pierre angulaire de la coopération au développement

Les résultats des programmes d'évaluation constituent un point

clé devant être pris en compte par les syndicats en termes de coopération au développement et d'allocation des fonds de la part du gouvernement national, ainsi que des organisations, autorités et agences internationales.

« En ce qui concerne les indicateurs, l'IE devrait améliorer son évaluation. Cette dernière revêt une importance capitale, mais elle est liée aux demandes des agences nationales », insiste le Coordinateur senior de l'IE, Nicolás Richards. « Il est rare que l'éducation soit considérée comme un objectif de la coopération au développement. On considère que la coopération au développement doit générer des résultats économiques, tout particulièrement en termes d'alimentation, de sécurité et d'alimentation en eau. »

Dans toutes les régions du monde, la coopération au développement n'est pas sur un même pied d'égalité. Certains syndicats solides et bien structurés doivent en effet faire face à des coupes budgétaires, et se retrouvent ainsi contraints de repenser, voire parfois même de cesser, toute activité dans ce domaine.

Mettre en place des syndicats forts et indépendants sur le continent africain

Selon Assibi Napoe, Coordinatrice principale du Bureau régional de l'IE pour l'Afrique, l'IE doit continuer de promouvoir la coopération afin de mettre en place des organisations fortes sur le continent africain. « Certaines priorités varient en fonction des pays, mais nous devons nous aligner sur la politique de coopération au développement de l'IE. »

« On observe d'importantes difficultés en Afrique de l'Ouest, où les syndicats sont faibles et rencontrent des problèmes de communication. En collaboration avec le DLF (Danemark) et le Lärarförbundet (Suède), nous tentons de résoudre ce problème dans les pays francophones. N'oublions pas que, dans certains pays, le salaire des enseignants ne dépasse pas 20 dollars par semaine ! Si l'on souhaite s'engager dans des négociations collectives fructueuses avec les gouvernements, nous devons mettre en place des syndicats forts. »

Renforcer l'utilisation des fonds en Amérique latine

En Amérique latine, la durabilité et l'utilisation des fonds constituent des problèmes majeurs.

« Dans les années 1980 comme dans les années 1990, la coopération bénéficiait de nombreux fonds, sans pour autant que l'on en fasse le meilleur usage », explique Combertty Rodriguez, Coordinateur régional principal de l'IE pour l'Amérique latine. « Ayant connu une profonde crise générale engen-

Après le tremblement de terre dévastateur de janvier 2010 en Haïti, les efforts de solidarité des affiliés de l'IE ont aidé des milliers d'enfants à retourner à l'école.
© 2011, Ramon Espinosa, AP/Reporters.be



drée par la situation économique mondiale, la coopération au développement occupe actuellement une place moins importante pour les gouvernements et ne figure plus au premier rang de leurs priorités. »

« L'IE doit tenter de comprendre comment aider ces syndicats à se consolider et à perdurer dans le temps car, dans le cas contraire, les petits syndicats ne survivront pas », déclare Rodriguez. « Il est fondamental de se concentrer sur l'autonomie financière des syndicats, sur leurs stratégies de développement, ainsi que sur des propositions claires venant résoudre les problèmes qui émergent au niveau national. »

Encourager les syndicats à participer aux activités de solidarité en Europe

En ce qui concerne l'Europe, la Secrétaire internationale de Lärarförbundet, Paula Engwall, indique qu'en Suède, « le Congrès du Lärarförbundet a alloué 1,5% des cotisations de ses membres à la coopération internationale, dont au moins la moitié devait être dédiée à la coopération au développement. »

« Nous participons en outre au fonds de l'Agence suédoise de coopération au développement international (SIDA). En pratique, la concurrence pour les fonds fait rage entre les autres acteurs de la société civile, du secteur des affaires et de l'industrie. »

Diversifier les sources de financement en Amérique du Nord

Barbara MacDonald Moore, de la Fédération canadienne des enseignantes et des enseignants (FCE), a fait écho aux pensées d'Engwall,

selon lesquelles les projets de solidarité menés par les syndicats d'enseignants devenaient, en règle générale, de plus en plus difficiles à mettre en œuvre, notamment en raison de la baisse de la coopération internationale.

En ce qui concerne les fonds alloués aux activités de solidarité internationale, MacDonald Moore explique que 6% du budget de la FCE provenait des cotisations, pour un montant total de 286.000 dollars canadiens.

Étant donné que l'ACDI a modifié ses règles, les syndicats ont rapidement dû s'adapter afin de soutenir les principaux domaines liés au financement et aux programmes. Les syndicats doivent couvrir leurs frais administratifs et leurs activités principales, ce qui entraîne des coupes dans le budget administratif et dans les salaires.

Lorsque les syndicats l'ont interrogé plus en détails, le gouvernement canadien a rétorqué que la FCE n'était pas en mesure de prouver qui aurait conduit ces programmes, et qu'il n'y avait aucune durabilité. La FCE a décidé de se tourner vers d'autres fondations afin de trouver des moyens, qui permettront au syndicat de concevoir de nouveaux projets pouvant être menés de façon autonome et durable.

À l'échelle mondiale, la crise du financement incite les syndicats à se concentrer plus clairement sur

les activités qu'ils entreprennent, à diversifier leurs sources de financement, ainsi qu'à trouver des moyens plus efficaces d'utiliser les fonds alloués à la coopération au développement. En proposant des grilles d'évaluation claires des programmes de coopération au développement, les syndicats ne laisseront ainsi aucune excuse aux autorités pour la réduction des fonds alloués à l'aide extérieure et le durcissement des mesures d'austérité.

En 2012 comme au cours des prochaines années, l'IE et ses affiliés ne devront cesser de montrer la solidarité des enseignant(e)s dans le monde entier et devront, pour ce faire, élaborer de nouvelles stratégies permettant aux syndicats les plus faibles de s'épanouir. Ce n'est qu'ensuite que ces derniers pourront jouer un rôle fondamental au sein de leurs communautés comme de leurs pays, prendre les devants et contribuer à l'élaboration de politiques socialement justes et orientées sur l'éducation, afin de sortir de la crise. C'est à ce moment précis que nous aurons fait un pas de géant vers la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement.

INFO

Pour en savoir plus sur les activités de l'IE en termes de solidarité et de développement, veuillez consulter :

<http://go.ei-ie.org/solidaritywork>

Unis pour contrer la crise au plan mondial

La fin de l'aide internationale à l'Éducation?

Par Jefferson Berriel Pessi, Internationale de l'Éducation

Les dirigeants mondiaux se démènent pour trouver une solution globale à l'enlisement de la crise économique. Les sommets et les réunions à haut niveau s'enchaînent, générant leur lot d'avis et de déclarations, mais très peu de progrès concrets.

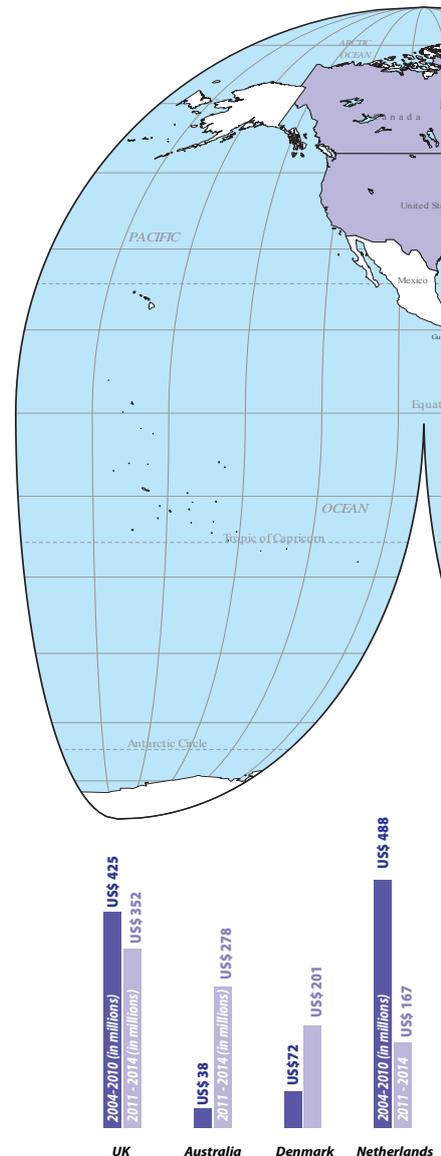
Au beau milieu des inquiétudes croissantes concernant la stabilité fiscale des banques privées et des états souverains, la principale mesure prise fut l'accroissement de l'austérité fiscale. Au lieu d'équilibrer plus efficacement le système financier et d'imposer des sanctions aux véritables responsables de la tourmente économique mondiale, les gouvernements appliquent des restrictions budgétaires qui menacent les services publics, entravant ainsi à long terme une reprise durable. Les effets de ces mesures sur l'éducation commencent à se faire sentir, tant au niveau national - détérioration des conditions de travail, réduction des investissements - qu'au niveau international où l'on constate que l'aide publique au développement pour le secteur de l'éducation atteint le niveau le plus bas jamais enregistré. L'école publique sert de bouc émissaire à la crise dans les économies avancées comme dans les pays en développement. Qu'est-il advenu de cette époque où la communauté internationale promettait qu'aucun pays s'engageant dans la voie de l'Éducation pour Tous ne connaîtrait l'échec par manque de ressources ?

Il est vrai que certains pays, donateurs majeurs en termes d'aide à l'éducation, ont réduit leur participation aux programmes en faveur des pays en développement pour les années à venir. D'autres dimi-

nuent progressivement ou ont simplement annulé leurs programmes d'aide à l'éducation. Entre temps, le soutien de la Banque mondiale pour le secteur en 2011 a diminué de plus de 50%, en comparaison avec l'année précédente. Les probabilités de voir la Banque verser les 750 millions de dollars promis pour l'éducation au cours des 5 prochaines années sont loin d'être encourageantes. Sachant qu'environ 70.000 enfants ne sont pas scolarisés et sont donc pratiquement condamnés à la pauvreté, et que le financement pour aider ceux pour qui la scolarisation est cruciale ne fait que diminuer, on se demande si la crise financière sonne le glas de l'aide internationale en faveur de l'éducation. Malgré ce scénario catastrophe, il reste encore des opportunités pour l'éducation, comme en atteste concrètement le Partenariat mondial pour l'éducation.

Financement mondial de l'Éducation pour Tous

Précédemment connu sous le nom d'initiative Fast Track, le Partenariat mondial pour l'éducation (GPE) est une plateforme réunissant l'UNESCO, l'UNICEF, la Banque mondiale, la Commission européenne, l'Internationale de l'Éducation, des fondations du secteur privé, la société civile, des donateurs et 46 pays en développement. Elle offre une aide technique et financière permettant aux partenaires d'élaborer et de



mettre en œuvre des programmes nationaux en vue de parvenir à l'éducation primaire universelle. Entre 2004 et 2010, ce partenariat a permis de financer des programmes pour un montant de 2,2 milliards de dollars. Parmi les résultats concrets, citons l'engagement de plus de 300.000 enseignantes et enseignants, la distribution de 200 millions de livres scolaires, la construction de 30.000 classes et la mise en place de programmes de repas scolaires au bénéfice de plus de 700.000 enfants. Comment le programme fonctionne-t-il? En bref, les gouvernements des pays en développement mettent au

Une aide internationale qui finance des politiques saines

Dans un monde où le financement de l'éducation se fait plus rare, nous devons profiter au maximum des occasions qui nous sont offertes pour assurer la réalisation des investissements appropriés. Il est vrai que bon nombre de pays donateurs ne financent plus l'éducation à cause du contexte économique, mais d'autres ont aussi modifié leurs plans en raison de l'absence totale de résultats. Depuis des années, de nombreux gouvernements ont bénéficié de financements substantiels pour l'éducation et les ont utilisés pour augmenter la capacité du personnel ministériel, alors que les salaires des enseignant(e)s restent impayés pendant des mois et que la formation en cours de service est négligée. On ne compte plus les exemples de mauvaise utilisation de l'aide à l'éducation, d'investissement d'argent dans des programmes ou des politiques inadéquats, qui à long terme nuisent à l'éducation publique.

Comment vous sentiriez-vous si votre gouvernement utilisait les fonds du GPE pour engager des ancien(ne)s élèves de l'école primaire comme enseignant(e)s? Des professionnel(le)s formé(e)s et qualifié(e)s ne doivent-ils pas béné-

ficier d'un contrat ou de garanties pour leur avenir? Leur salaire doit-il atteindre moins de la moitié de celui d'un enseignant(e) engagé(e) sous contrat? Que diriez-vous si l'on prévoyait de lier votre augmentation de salaire au nombre de mots que vos élèves parviennent à lire en une minute? Ce sont là des exemples concrets de politiques qui ont été ou vont être financées grâce au GPE. Cela pourrait se produire dans votre pays ou à l'aide de donations faites par votre pays: vos impôts financent peut-être des politiques internationales que vous n'accepteriez pas dans votre propre pays.

Le rôle des syndicats d'enseignants

Comme nous l'avons mentionné ci-dessus, l'IE représente la profession enseignante au Conseil de direction du Partenariat. En tant que tel, elle peut influencer le processus décisionnel. L'influence de la profession enseignante sera clairement plus importante si elle s'exerce également au niveau national, dans les pays donateurs et les pays en développement. Si votre pays reçoit des fonds, votre organisation peut faire partie du Groupe local d'éducation et aider à sélectionner les politiques à promouvoir. Si votre pays contribue financièrement au financement du GPE, votre organisation peut aider à

faire pression auprès du gouvernement pour veiller à la participation des enseignant(e)s dans les processus décisionnels et au respect du dialogue social. Nous pouvons ainsi combler le fossé entre le plaidoyer international et la réalité au niveau national.

Tout bien considéré, l'aide internationale à l'éducation, même si elle décline, n'est pas encore en bout de course. Si les organisations d'enseignants jouent un rôle plus actif dans le GPE, nous pouvons assurer la transparence et le contrôle de l'utilisation des fonds et promouvoir des politiques qui améliorent dans une large mesure la qualité et l'accessibilité de l'éducation. Notre engagement peut avoir les résultats escomptés, même dans un contexte de crise. En fait, au-delà d'une crise financière, le monde traverse aussi une crise de confiance et de gouvernance pour laquelle la seule solution durable est de disposer d'écoles publiques qui assurent un enseignement de qualité.

INFO

www.globalpartnership.org

Subventions approuvées cette année par le GPE :

Afghanistan : 55,7 millions de dollars américains pour améliorer l'accès des filles à l'éducation dans 40 districts pauvres et isolés. Dans un contexte d'après-guerre difficile, ce nouveau financement permettra également d'accroître le nombre de femmes enseignantes dans les régions marquées par d'importantes disparités entre les sexes.

Côte d'Ivoire : 41,4 millions de dollars pour soutenir l'engagement du gouvernement national à réhabiliter son système éducatif après 10 ans d'instabilité politique, et notamment à contribuer aux efforts pour construire et rénover les classes, fournir des manuels scolaires

et lancer des programmes de cantines scolaires. La subvention contribuera à construire de petites écoles secondaires « adaptées aux filles » dans les zones rurales afin d'augmenter le nombre d'inscriptions de celles-ci dans le premier cycle de l'enseignement secondaire. Il s'agit de la première demande de financement introduite par la Côte d'Ivoire auprès du Partenariat mondial pour l'éducation.

Guinée-Bissau : 12 millions à investir en priorité dans la construction d'écoles et la réhabilitation des équipements. La subvention contribuera également à accroître le nombre d'inscriptions des filles dans les écoles.

Mali : 41,7 millions pour réformer son système éducatif et faire la transition vers une plus grande décentralisation de la gouvernance de l'éducation. Parmi les réformes, les comités scolaires locaux assumeront des responsabilités plus importantes afin d'élargir la portée et la qualité de l'enseignement primaire.

Moldavie : 4,4 millions pour développer ses programmes en matière de développement de la petite enfance et d'éducation préscolaire, en vue d'inclure davantage d'enfants ayant des besoins spéciaux et de permettre aux filles résidant en zones rurales d'avoir davantage accès à l'éducation.

Mongolie : 10 millions pour permettre de poursuivre les efforts visant à améliorer l'accès à l'éducation pour les enfants vulnérables et vivant en zones rurales dans les régions principalement fréquentées par les populations nomades, et de soutenir ses programmes d'éducation préscolaire, en particulier pour les filles résidant dans les zones rurales.

Timor oriental : 2,8 millions pour poursuivre ses travaux antérieurs visant à augmenter le nombre d'inscriptions dans l'enseignement primaire, éradiquer l'analphabétisme et promouvoir l'éducation des filles.

Unis pour contrer la crise au plan mondial

Un nouveau rapport de l'IE étudie l'impact des politiques du FMI sur les budgets nationaux de l'éducation et les enseignant(e)s

Par Guntars Catlaks, Internationale de l'Éducation

Avant même la récession mondiale actuelle déclenchée par la crise économique de 2008, les politiques controversées du Fonds monétaire international (FMI) se traduisaient depuis longtemps par des mesures d'austérité dans les budgets nationaux et des réductions budgétaires dans l'éducation.

Cette tendance se manifeste au travers des restrictions en matière de hausse de la masse salariale du secteur public et des salaires des enseignant(e)s, de l'emploi accru d'enseignant(e)s contractuel(le)s et d'autres effets indésirables sur le financement de l'éducation, sur les enseignant(e)s et sur la qualité de l'enseignement dans nombre de pays en développement.

Un rapport, intitulé « Impacts des politiques du FMI sur les budgets nationaux de l'éducation et les enseignants : Explorer les alternatives et les stratégies potentielles de plaidoyer, » fournit une analyse critique de l'influence exercée par le FMI sur la capacité des pays emprunteurs à financer les budgets nationaux de l'éducation et les salaires des enseignant(e)s du secteur public, au travers des conditions qu'il instaure et des conseils qu'il dispense actuellement en matière de politique macro-économique.

Alternatives possibles aux politiques du FMI

L'étude a été confiée au chercheur indépendant Rick Rowden en 2011, sous l'initiative conjointe de l'Internationale de l'Éducation (IE) et de l'une de ses organisations affiliées aux États-Unis, la *National Education Association*. Elle examine comment ces politiques affectent la capacité des gouvernements à atteindre les objectifs d'Éducation pour Tous, ainsi que la réalisation progressive du droit à l'éducation pour leurs citoyens.

Le rapport étudie également d'autres alternatives, telles que des options politiques plus expansionnistes sur le plan fiscal, monétaire et financier, allouant des ressources financières nationales accrues aux futurs budgets consacrés à l'éducation.

Il propose un examen approfondi de trois études de cas nationales sur des programmes de prêt actuels du FMI en Jamaïque, en Ouganda et en Lettonie, en mettant en avant les problèmes y relatifs et les conséquences d'une allocation insuffisante des ressources nationales aux budgets de l'éducation.

Enfin, le rapport propose des stratégies de plaidoyer nationales et internationales ainsi qu'un cadre visant à intensifier le contrôle exercé par le public sur les conditions actuelles des programmes de prêt du FMI. Il entend à la fois élargir le débat public national autour de ces politiques et accroître la participation publique aux discussions portant sur les éventuelles alternatives en matière de politique macro-économique qui pourraient mener à un meilleur financement de l'éducation.

Superviser l'action du FMI et les politiques néolibérales sous-jacentes

Le rapport explique également dans quelle mesure l'idéologie néolibérale qui sous-tend les politiques du FMI est bien plus préoccupante que les

interventions officielles du FMI dans les différents pays. Même si le FMI ne la recommande pas, cette idéologie est constamment appliquée à travers le monde.

En tant qu'institution, le FMI représente, à bien des égards, un courant de pensée nettement plus vaste qui s'est récemment imposé à la tête de l'économie. Les pays qui ne sollicitent pas les programmes de prêt du FMI soumis à des conditions néolibérales adoptent de leur plein gré des politiques similaires à celles du FMI, à l'instar de l'équilibre budgétaire et de la lutte contre l'inflation.

La compréhension de la politique macro-économique à l'échelle mondiale se limite à la stabilité macro-économique restrictive et à court terme. Les défenseurs de l'éducation et leurs alliés doivent contester cette vision. Ils doivent encourager un débat public plus étendu autour des approches alternatives à la politique macro-économique. C'est ainsi que l'on parviendra à un soutien accru au développement économique national et à une progression des investissements publics dans l'éducation.

INFO

Pour consulter le rapport dans son intégralité (en anglais), rendez-vous sur : <http://go.ei-ie.org/imfreport>

Unis pour contrer la crise au plan mondial

Les mécanismes d'évasion fiscale des multinationales portent préjudice aux services publics de qualité

Par Guntars Catlaks, Internationale de l'Education

Au cours de ces dernières années, dans le contexte de la crise financière, il a été demandé aux syndicats d'accepter les restrictions budgétaires et les mesures d'austérité, l'argument étant qu'il n'y a pas d'argent pour les services publics. Cependant, l'étude examinant *L'imposition des sociétés dans le monde et le financement de services publics de qualité*, commanditée par l'Institut de recherche de l'IE au nom du Conseil des *Global Unions*, montre qu'il y a en réalité beaucoup de fonds disponibles!

Mais cet argent n'arrive pas dans les caisses de l'Etat par le biais des recettes fiscales, étant donné que les entreprises multinationales ont tiré parti de leur portée internationale pour se soustraire à leurs responsabilités et éviter ainsi de contribuer aux besoins sociaux nationaux et communautaires en s'acquittant d'une taxe équitable et responsable.

Les communautés perdent des milliards de dollars américains

En mars 2010, l'organisation *Global Financial Integrity* a publié un rapport estimant que le montant total des

comptes bancaires détenus dans des juridictions et des pays étrangers par des non-résidents avoisinait les 10 milliards de dollars. Ces pays et juridictions - les Etats-Unis, le Royaume-Uni et les Iles Caïmans figurant en tête de liste - autorisent le maintien du secret bancaire.

Selon l'étude de l'Institut de recherche de l'IE, le nombre de comptes détenus à l'étranger dans des juridictions n'appliquant pas la levée du secret bancaire a augmenté de 9% par an, dépassant ainsi le taux de croissance de la richesse mondiale enregistré au cours de ces dix dernières années. Il est estimé que

sur l'ensemble des transactions mondiales, 60% d'entre elles transitent en réalité par les paradis fiscaux. Une situation identique est également observée au sein de l'Union européenne, où l'évasion fiscale représenterait, selon les estimations, de 2 à 2,5% du produit intérieur brut (PIB).

L'étude souligne une diminution de la contribution fiscale réelle des entreprises multinationales aux finances publiques et à la société en général, et ce, malgré une augmentation de leurs bénéfices. Que ce soit en raison de pressions politiques ou tout simplement via l'évasion fiscale, le montant des recettes fiscales issues de l'impôt sur les sociétés est passé d'environ 4,2% du PIB mondial en 1985 à environ 2,4% en 2008. Toutefois, au cours de cette même période, la part du PIB que représentent les bénéfices des multinationales a augmenté dans la plupart des pays de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), si bien qu'elle s'élève actuellement à près de 35% dans cette zone géographique, par rapport à seulement 25% environ au début des années 1980. Pourtant, le pourcentage de taxes réellement payées a diminué de moitié.

A Londres, des dizaines de milliers de personnes manifestent avant un Sommet du G20, avec pour slogan principal « Nous ne paierons pas pour leur crise ! »
© globalisenot.blogspot.com, 2009



Si les multinationales s'acquittaient du même taux d'imposition que celui en vigueur en 1980, leur contribution fiscale représenterait l'équivalent d'environ 5% du PIB. Au lieu de cela, la moitié de ces revenus n'arrive jamais dans les caisses de l'Etat et doit être trouvée ailleurs.

Différentes techniques d'évasion fiscale

Les multinationales mènent leurs activités aux côtés des entreprises nationales mais, souvent, elles ne s'acquittent pas des mêmes taux d'imposition. Elles ont en effet la capacité de mettre les pays en concurrence, de délocaliser leurs activités ou de menacer de le faire. Ces entreprises exercent donc des pressions sur les gouvernements pour alléger l'impôt sur les sociétés et demeurer attrayantes aux yeux des investisseurs.

Parmi les techniques visant à « minimiser » le poids de la taxation des sociétés, analysées par le rapport *L'imposition des sociétés dans le monde et le financement de services publics de qualité*, figurent le recours aux paradis fiscaux à l'étranger, entraînant une concurrence entre les localités et les pays en matière d'avantages fiscaux (« arbitrage ») et celle, nettement moins connue, des « prix de transfert ».

On estime que ces techniques sont à l'origine d'une perte annuelle de plusieurs milliards de dollars en termes de recettes fiscales pour les budgets nationaux - une somme suffisante pour fournir les ressources nécessaires à la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement. Cette somme comblerait aussi les besoins budgétaires des services sociaux dans les pays industrialisés, y compris l'augmentation des dépenses liées à la migration et la

mobilité mondiale.

Cette situation peut et doit être changée !

Même sans modifier la législation en matière de fiscalité, le simple fait de combler certains vides juridiques permettrait déjà de faire une grande différence pour les ressources financières publiques.

Les services publics ne représentent pas des dépenses « caritatives », souligne le rapport de l'Institut de recherche de l'IE. Les multinationales elles-mêmes utilisent les services publics mis en place par les gouvernements. Elles bénéficient notamment d'une infrastructure de transport gérée par l'Etat - les routes, les chemins de fer, les aéroports et les ports maritimes qui permettent d'acheminer les marchandises et les mettre sur le marché.

Par ailleurs, les multinationales dépendent des systèmes scolaires publics pour assurer la formation de la main-d'œuvre - un rôle particulièrement important dans la société de l'information du 21^e siècle. Des systèmes d'enseignement de haute qualité permettent également de former des employé(e)s qualifié(e)s.

Initiatives à entreprendre

L'étude explique en outre que la première démarche à entreprendre pour procéder à une modification indispensable du paradigme consiste à créer un consensus entre les gouvernements de l'OCDE afin d'appliquer, avec toute la rigueur qui s'impose, les principes directeurs de l'organisation en matière de prix de transfert et d'impôt sur

INFO

Pour lire la recherche dans son intégralité:
<http://go.ei-ie.org/globalcorporatetaxation>



les sociétés, ainsi que ses directives révisées à l'intention des entreprises multinationales.

Le rapport *L'imposition des sociétés dans le monde et le financement de services publics de qualité* reconnaît que si l'on souhaite combler les vides juridiques, il sera également nécessaire de changer les mentalités et de faire preuve d'une réelle volonté politique dans ce domaine. Autrement dit, il s'agit de modifier ce principe largement admis selon lequel l'évasion fiscale est un objectif légitime des multinationales. Combler ces vides juridiques serait un premier pas vers un changement de paradigme, un changement qui nous écarterait d'une voie où, en définitive, tout le monde sort perdant, et qui nous engagerait dans celle où la plupart d'entre nous ont une chance de gagner. N'est-ce pas là un des grands principes défendus par nos démocraties et nos économies de marché?

Unis pour contrer la crise au plan mondial

Commission de la condition de la femme: Soutenir l'investissement public dans l'éducation des femmes autochtones et vivant en zone rurale

Par Judy M. Taguiwalo, Alliance of Concerned Teachers (ACT), Philippines



© ACT, 2012

Judy M. Taguiwalo, est une militante syndicaliste qui défend les libertés académiques, les droits humains et l'égalité, notamment les droits des paysannes. Elle comptait parmi les syndicalistes venues du monde entier pour assister à la 56^e session de la Commission de la condition de la femme des Nations Unies (UNCSW), réunie à New York, États-Unis, entre février et mars.

Menée par l'Internationale de l'Éducation (IE), la Confédération syndicale internationale (CSI), l'Union internationale des travailleurs de l'alimentation, de l'agriculture, de l'hôtellerie-restauration, du tabac et des branches connexes (UITA) et l'Internationale des services publics (ISP), la délégation syndicale, qui lutte pour le travail décent des femmes vivant en zone rurale, des services publics de qualité, la protection sociale et les droits humains, a appelé les gouvernements à prendre des mesures concrètes afin de veiller à ce que les femmes qui vivent et travaillent dans les zones rurales puissent accéder au développement économique, social et humain.

J'ai eu la chance d'être assistée financièrement par l'IE afin de participer, au sein de la délégation syndicale internationale, à cette session de l'UNCSW.

Présentation lors d'une réunion officielle

Avant de me rendre à New York, une collègue du mouvement des femmes d'Asie-Pacifique m'avait informée que les réunions de l'UNCSW se concentraient davantage sur les sessions et les apports des délégué(e)s gouvernementaux/ales. Seul un espace limité était réservé aux délégué(e)s des ONG.

Le 1er mars dernier, j'ai eu la chance d'intervenir lors du 3e panel de la

session officielle sur le thème suivant: « Evaluation des progrès dans la mise en œuvre des conclusions concertées de la 52^e session de la Commission de la condition de la femme au regard du "Financement de l'égalité des genres et de l'autonomisation des femmes": expériences nationales dans la mise en œuvre des conclusions concertées de la 52^e session de la Commission de la condition de la femme ». J'ai rappelé que l'éducation et un travail décent constituaient des éléments clés pour l'autonomisation des femmes, et tout particulièrement pour l'autonomisation de celles vivant en zone rurale. Néanmoins, sans investissements publics suffisants dans l'éducation et la santé, et sans développement économique assurant un travail et des terres décentes pour les femmes, l'autonomisation de ces dernières demeurera purement symbolique.

Les leçons de cette Commission de la condition de la femme

Parmi les éléments clés de mon tout premier engagement fructueux au sein d'une session de la Commission de la condition de la femme, on peut notamment citer l'avancement au regard des préparatifs conjoints menés par les organisations syndicales internationales, notamment l'analyse du thème de la Commis-

sion de la condition de la femme; l'intégration des préoccupations des syndicats au projet de « Conclusions concertées »; la session d'orientation préalable, les briefings et débriefings matinaux, que l'on organisait chaque jour avant d'assister aux différentes réunions; le groupe de travail sur la communication qui fournissait les dernières informations à tous les syndicalistes et partenaires, le groupe de plaidoyer qui a déployé de nombreux efforts pour atteindre plus de 50 pays, et la patience dont ont fait preuve les membres expérimentées de la délégation à l'égard des nouvelles venues.

Selon moi, la critique de la délégation syndicale internationale au regard de la baisse des investissements publics dans l'éducation, la santé et autres services sociaux, par les gouvernements, a revêtu une importance considérable. En outre, cela accentue la condamnation du développement régi par le marché de la mondialisation néolibérale, à l'origine des crises financière et économique dans lesquelles nous sommes enlisés.

La 57^e session de la Commission de la condition de la femme sera organisée en 2013 autour du thème « L'élimination et la prévention de toutes les formes de violence à l'égard des femmes et des petites filles ». Les pratiques syndicales fructueuses et les mesures d'égalité négociées et gagnées par le biais de la négociation collective devront y être intégrées.

INFO

Pour en savoir plus sur les droits des travailleuses abordés lors de la 56^e session de la Commission de la condition de la femme, n'hésitez pas à consulter le blog:

<http://unioncsw.world-psi.org>

Unis pour contrer la crise au plan mondial

Europe : Les éducateurs/trices font campagne contre la crise

Par Claude Carroué, Internationale de l'Éducation

Comme la crise financière et économique touche sévèrement de nombreux pays en Europe, le comité régional européen de l'IE, le Comité syndical européen de l'éducation (CSEE) a placé ce point en toute priorité de son agenda. Le CSEE a lancé une campagne pour attirer l'attention du public et des gouvernements sur les effets négatifs que la crise économique a sur l'éducation. Il répète l'importance d'investir dans l'éducation dans toute stratégie de reprise.

La crise économique occupera une place centrale dans toutes les réunions et activités européennes de l'Internationale de l'Éducation (IE) menées en vue de la conférence régionale européenne de novembre 2012. Cela a été décidé lors de la réunion du CSEE en 2011, conformément à la décision de la direction de l'IE.

Une campagne du CSEE sera lancée sur cette question pour aider les affiliés de l'IE à sensibiliser le public au fait que la crise économique n'a pas été causée par les travailleurs/euses et qu'il n'est pas correct qu'ils/elles soient les seul(e)s à payer la facture. Elle vise également à protéger l'éducation et à défendre la démocratie et le modèle social européen, en vue de préserver le dialogue social.

Economie, éducation, démocratie

Le cadre de l'action et de la campagne se base sur le triangle suivant : économie, éducation, démocratie. Elles représentent des valeurs clés pour les affiliés du CSEE et sont cohérentes par rapport aux politiques et stratégies européennes de l'IE à long terme.

Depuis le début de la crise en 2008, le CSEE et ses organisations membres ont participé activement aux protestations contre les mesures d'austérité, telles que les diminutions de

budget dans le secteur de l'éducation, et les pertes d'emploi.

Impact direct sur l'éducation

La Déclaration générale du CSEE sur la crise économique de 2011 a pris en compte l'impact direct de la crise sur l'éducation. D'autres déclarations du CSEE ont abordé les plus grandes menaces pour les services éducatifs dans certains pays, causées par les mesures d'austérité financières drastiques de leurs gouvernements, en particulier en Grèce, Hongrie, Lettonie, Roumanie et au Portugal.

En outre, le CSEE a noté qu'il était nécessaire d'expliquer et de promouvoir auprès du public les opinions des syndicats d'enseignants concernant ceux qui ont causé la crise, ainsi que la crédibilité et la faisabilité des alternatives aux mesures d'austérité des gouvernements. Cette action est cohérente par rapport au rôle de plaidoyer du CSEE et illustre également clairement l'impact négatif de la crise économique. Cela aide aussi à générer la volonté de changer de direction auprès du public et des législateurs.

La campagne présentera un front collectif plus uni entre organisations membres contre les mesures d'austérité en général, ainsi qu'une solidarité transfrontalière entre organisations membres.

Les syndicats européens manifestent contre les mesures d'austérité récemment adoptées par de nombreux pays de l'Union.
© Lescot Aviva, Reporters.be, 2012



Diverses actions au niveau européen

Parmi les nombreuses actions entreprises au nom de cette campagne, certains événements décentralisés seront organisés par des affiliés pour coïncider avec la Semaine mondiale d'action. Elle sera organisée par la Campagne mondiale pour l'éducation du 23 au 28 avril 2012. L'IE est un membre fondateur de cette campagne.

Le CSEE réalisera une enquête auprès de ses affiliés sur l'impact actuel de la crise sur l'éducation et les conditions de travail, et organisera des campagnes de solidarité en faveur de pays en particulier, suivant les besoins.

INFO

Pour en apprendre davantage sur les activités et campagnes contre la crise du CSEE:

http://etuce.homestead.com/ETUCE_2010_Crisis.html

Magazine

Mondes de l'Éducation évolue pour mieux vous servir!

Par Timo Linsenmaier, Internationale de l'Éducation

Dans le monde entier, la façon de communiquer change et évolue à vitesse grand V. Ces dernières années, le rythme des interactions et le recours aux médias s'est profondément accéléré, mais ce n'est pas tout! Les diverses communautés et groupes d'intérêt, qui ont émergé sur la toile, deviennent également des leaders d'opinion toujours plus puissants, redéfinissant la relation entre les populations et les médias. A la lumière de cette évolution, nous avons analysé notre magazine phare dans sa forme actuelle et travaillons sur un nouveau concept particulièrement intéressant, afin d'améliorer encore et toujours Mondes de l'Éducation.

Avec la création d'un site Internet dédié, c'est un magazine en ligne qui résidera au cœur de cette nouvelle ère des Mondes de l'Éducation. Lors d'un sondage mené il y a près d'un an auprès de notre lectorat, une forte majorité de répondants avaient exprimé le souhait de pouvoir lire le magazine en ligne (ci-dessus).

Et il est vrai qu'en profitant au maximum d'Internet pour la diffusion du magazine et de son contenu, nous pourrions immédiatement accroître l'impact de notre travail et diffuser le point de vue et les opinions de l'IE plus facilement et à plus grande échelle. Le graphique (à droite) illustre le « coefficient de viralité » des articles publiés sur l'actuel portail web de l'IE. Il décrit l'impact du partage d'articles par les médias sociaux, avec un nombre de clics dépassant de 83% celui des autres médias.

Au cours des prochains mois, nous mettrons en place un site Internet dédié aux Mondes de l'Éducation, présenté sous la forme d'un blog, qui sera également connecté aux autres outils de communication numériques et sociaux dont nous disposons déjà. Ce nouveau format nous permettra en outre d'ajouter

une mine de ressources supplémentaires, telles que des liens vers du matériel ou des documents, des fichiers audiovisuels, ainsi que des systèmes de commentaires et de partage vers les médias sociaux, qui ajouteront de la valeur au contenu que nous créons et que nous mettons à votre disposition, à vous, nos lecteurs/trices.

En outre, les articles publiés sur ce nouveau site web seront réunis dans un document PDF que vous pourrez télécharger et imprimer, si vous souhaitez disposer d'une version papier ou tout simplement consulter ce magazine hors ligne. Nous allons également créer une version personnalisée de ce site Internet à l'attention de celles et ceux qui, tout particulièrement dans les pays en développement, utilisent un accès à Internet mobile ou des dispositifs moins puissants, tels que des smartphones.

L'enquête auprès de nos lecteurs/trices a également révélé que ce magazine était considéré comme une référence et qu'il devait, par conséquent, recenser des informations de première qualité. En vue de renforcer davantage cet aspect du magazine, nous travaillons également sur la réorganisation de notre contenu éditorial. Par exemple, cette édition du magazine se concentre sur l'impact de la crise économique sur l'éducation et présente la façon dont l'IE répond à ces défis.

De même, chaque édition présentera des articles de fond sur un thème précis (notamment la formation des enseignant(e)s, le travail des enfants, les questions de genre, etc.). Nous y parviendrons en mettant en place un calendrier à long terme équilibré, en répartissant les sujets entre les différentes éditions du magazine sur une période de quatre ans. Un tel calendrier nous

« Coefficient de viralité » des articles publiés sur l'actuel portail web de l'IE.



Calendrier de l'IE

Avril 2012

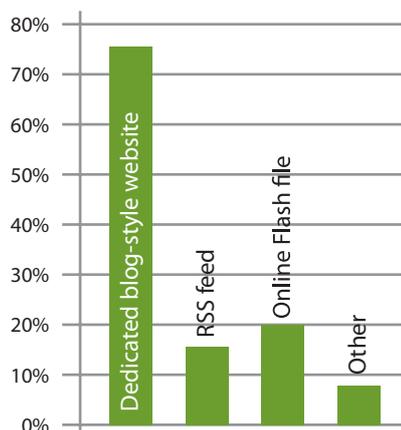
11	Second Séminaire régional sur le projet Recrutement et rétention	Comité syndical européen de l'éducation (CSEE)	Vilnius, Lituanie
16-18	Réunion des pays arabes	IE	
20	Réunion du Groupe de travail sur l'éducation de la petite enfance	IE/CSEE	Bruxelles, Belgique
22-28	Semaine mondiale d'action	IE	
24-25	Réunion du Comité permanent pour l'enseignement supérieur et la recherche	CSEE	Bucarest, Roumanie
26-27	Conférence ministérielle du Processus de Bologne	Groupe de suivi de Bologne	Bucarest, Roumanie
26	Projet Violence de tiers-Pre-mier séminaire régional	CSEE	Varsovie, Pologne

Mai 2012

7-11	Réunion du Comité régional IEAL	IE Amérique latine	NC
9-10	Activité d'apprentissage entre pairs du Projet Genre/Séminaire de formation	CSEE	Bruxelles, Belgique
14	Réunion du Bureau du CSEE	CSEE	Bruxelles, Belgique
23-25	Réunion sur la direction des établissements scolaires	IE/CSEE	Dublin, Irlande

Juin 2012

7	Projet Violence de tiers-Sec-ond séminaire régional	CSEE	Bruxelles, Belgique
12-14	Réunion du Comité régional IEAP	IE Asie-Pacifique	Kuala Lumpur, Malaisie
26	Groupe de travail sur le dialogue social	CSEE	Bruxelles, Belgique



Résultat d'une enquête auprès des lecteurs

permettra également de renforcer les liens entre les régions de l'IE et vous, nos affiliés, en mettant en lumière les accomplissements au sein des domaines abordés dans les différentes éditions.

La mise en place de ce nouveau concept ainsi que son intégration à notre portail web existant seront le fruit de longs mois de travail intensif. Par conséquent, cette quarantième édition de Mondes de l'Education marque une transition du magazine papier traditionnel vers un magazine interactif prêt à affronter les défis et développements de demain.

Dans le cadre de l'enquête auprès de notre lectorat, vous êtes nombreux à nous avoir fait part de vos conseils, idées, commentaires et suggestions. Nous sommes convaincus que, grâce à ce nouveau format, nous pourrions mieux vous servir et ce, de façon plus efficace. Nous sommes impatients de vous présenter, dès l'automne, notre nouveau magazine qui mariera nouvelles fonctionnalités et articles de fond. Si vous n'êtes pas encore abonné à notre lettre d'informations électronique, inscrivez-vous sans tarder sur :

<http://go.ei-ie.org/abonnezvous/>



Les Mondes de l'Education est publié par l'Internationale de l'Education, la fédération syndicale internationale représentant 30 millions d'enseignant(e)s et de travailleurs/euses de l'éducation, du préscolaire à l'universitaire, dans plus de 170 pays à travers le monde.

Pour en savoir plus sur l'IE, allez sur: www.ei-ie.org

Education International
5 boulevard du Roi Albert II, 1210 Bruxelles, Belgique
Tél. +32-2 224 06 11
headoffice@ei-ie.org

Editeur responsable légal : Fred van Leeuwen, Secrétaire Général
Rédacteurs : Mar Candela, Claude Carroué, Timo Linsenmaier
Mise en page : Frédéric Destrée

“La Promesse”

« La Promesse », du sculpteur britannique Jason de Caires Taylor, représentant un banquier à la tête enfouie sous le sable, illustre à merveille un sentiment largement partagé en ces temps de crise économique sévère.

Les matériaux utilisés pour cette sculpture encourageront le corail à grandir, produisant de nouveaux récifs de corail et habitat pour les créatures aquatiques dans un Parc marin national au Mexique.

© Jason De Caires Taylor / Barcroft Media, 2011

